



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2021-11-16/ 2021-11-30]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mardi 16 novembre.

Ouverture du cadre de concertation entre le Sénat et les assemblées provinciales. Le but est de recueillir les états de besoin des assemblées provinciales en vue de tenter de résoudre les problèmes qu'elles rencontrent. Plusieurs thèmes seront développés lors de ces assises qui vont se dérouler jusqu'au 18 novembre. Il s'agit notamment la meilleure fonctionnalité des institutions provinciales avec un accent sur le contrôle parlementaire, la rédaction des édits, la fiscalité provinciale, et les objectifs du développement durable (ODD). Les assemblées provinciales devraient avoir un cadre de concertation stable et clair. Actuellement, les temps sont très troublés dans les assemblées provinciales, a estimé la présidente de la Commission des relations avec les institutions provinciales et les entités décentralisées (RIPED) du Sénat. Le président du Sénat a aussi souhaité la mise en place d'une loi pour rendre opérationnel la caisse nationale de péréquation. « Les provinces ont besoin des ressources prévisibles pour faire face aux réalités de terrain en toute responsabilité ».

RDC : 375 millions USD alloués aux élections dans le budget 2022. Estimé à 10 milliards de dollars, cette loi des finances est axée sur le fonctionnement des institutions, le social de la population, la santé, l'éducation ainsi que les investissements dans le secteur des infrastructures et de l'agriculture, « Le gouvernement de la République entend marquer sa volonté de donner suite à ses engagements. Comme vous le savez, la constitution de la réserve de 500 milliards de francs congolais pour l'exercice 2022, destinés aux premières élections électorales et les 250 milliards pour le début du recensement et l'identification de la population est un signal fort pour la poursuite de l'ancrage démocratique », a poursuivi le premier ministre. Il dit avoir noté avec satisfaction l'augmentation des recettes fiscales en dépassement des assignations depuis l'avènement de son gouvernement. Ce qui lui a permis de présenter une Loi des Finances rectificative en augmentation. Dans la configuration du projet de loi des finances 2022, le Chef du gouvernement, a renseigné qu'il contient un budget présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à hauteur de 20.730,1 milliards de FC qui, par rapport au budget initial de l'exercice 2021 chiffré à 14.620,5 milliards de FC, réalise un taux d'accroissement de 41,8%.

Quatre escadrons de la police déployés au Nord-Kivu et en Ituri pour « renforcer la sécurité » des zones libérées par l'armée. « Nous avons deux missions pendant cet état de siège. Premièrement, c'est de sécuriser la population et leurs biens. De deux, qui est la mission principale, c'est de sécuriser toutes les agglomérations conquises par les Fardc et qui étaient aux mains des combattants. La population est en train de souffrir surtout à cause de l'insécurité occasionnée par les ADF. Lorsqu'ils sont en face des Fardc, ils fuient le contact direct et reviennent dans les citées libérées pour tuer nos populations ». La police prête main-forte à l'armée, en restant dans les agglomérations, dans les quartiers libérés.

Beni : les déplacés en quête d'assistance à Eringeti. Ces déplacés fuient les attaques ADF dans plusieurs localités du territoire d'Irumu (Ituri) et du territoire de Beni (Nord-Kivu). Les familles d'accueils ont des difficultés pour encadrer ces déplacés qui sont déjà identifiés par l'ONG Caritas. Ces déplacés ont pris d'assaut les écoles et des églises d'Eringeti. C'est plus de 300 ménages des déplacés qui ont trouvé refuge à la localité d'Eringeti depuis plus de deux semaines.

Nord-Kivu : 2 000 cas d'atteintes aux droits humains enregistrés en 10 mois à Masisi et à Lubero (BCNUDH). Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme a, dans un rapport publié le 13 novembre, indiqué qu'au cours des premiers 10 mois de cette année plus de 2000 cas d'atteintes aux droits humains et de violations du droit international humanitaire contre plus de 800 enregistrés en 2020 l'ont été par les groupes armés dans les territoires de Masisi et de Lubero, dans la province du Nord-Kivu. Le nombre de violations et d'atteintes aux droits international humanitaire est en constante augmentation dans ces 2 territoires depuis plus de 5 ans maintenant. Les groupes armés ainsi que les forces de sécurité et de défense de la RDC en sont responsables. Ces atteintes comprennent entre autres plus de 400 personnes sommairement exécutées, plus de 1000 autres blessées lors d'attaques armées et plus de 300 victimes de violences sexuelles. Le BCNUDH recommande enfin la mise en œuvre rapide des programmes de désarmement pour soutenir la réintégration des ex-combattants dans les communautés. Les autorités doivent mettre en place des structures d'administration civile efficaces enfin d'offrir des services de protection essentiels aux populations locales.

Accords bilatéraux RDC-Ouganda : le projet LEAF 2 évolue avec un port moderne en construction à Vitshumbi. Ce projet vise « l'amélioration des produits de la pêche » issus des lacs Edouard et Albert situés entre la RDC et l'Ouganda. « LEAF 2 a installé pour nous, une chambre froide pour y conserver nos poissons, de sorte que, même le lendemain, le poisson est toujours bien conservé. Ils nous ont aussi construit un marché moderne. Tout ça n'existait pas avant. Aujourd'hui, chacun vient au débarcadère se disant, je vais m'occuper de mon poisson. De même pour l'acheteur. Ils sont tous contents de ces outils ». Ce projet visant la gestion intégrée des ressources halieutiques et en eau des lacs Edouard et Albert, est une émanation des accords bilatéraux dont l'impact est visible entre la RDC et l'Ouganda. Connu sous ses sigles anglophones de LEAF 2 (Lakes Edouard and Albert Fisheries and Water resources integrated, phase 2), cet accord financé par la Banque africaine de développement prendra fin au 31 décembre 2021.

Diocèse de Kindu : les prêtres élaborent un plan stratégique quinquennal de développement. Initié par l'évêque de ce diocèse, ce rendez-vous est voulu comme celui devant permettre de trouver des voies et moyens d'instaurer un environnement favorable à l'exécution des projets de développement à impact visible. Ce, dans le souci de relancer l'économie du diocèse de Kindu en particulier et celle de la province du Maniema en général, a indiqué l'abbé Stanislas, prêtre du diocèse de Kindu. « Nous allons y aller pas à pas en regardant la vision, les missions, les valeurs et les principes que le diocèse défend et à partir de là, nous allons prendre quelques axes stratégiques qui seront coulés en objectifs stratégiques. Chaque objectif stratégique fera ressortir les résultats attendus au cours de ces cinq ans et chaque résultat attendu sera coulé en activité, chaque actions ayant la quantification financière, cela va nous permettre même à la fin de ce travail de produire un budget quinquennal pour la planification stratégique ».

Hôpital général de référence de Bandundu : 346 cas de diabète enregistrés depuis le début de l'année. 346 cas de diabète dont 220 femmes et 126 hommes ont été enregistrés depuis le début de cette année et sont suivis à l'hôpital général de référence de Bandundu, dans la province du Kwilu. Dr Alfred Mangoni, a appelé les habitants de Bandundu à contrôler leur régime alimentaire pour se prévenir du diabète et à se faire dépister tous les 3 mois surtout pour les personnes de plus de 40 ans. Selon lui, 3 sur 10 malades reçus au sein de cette formation sanitaire par semaine souffrent de ladite pathologie.

Kinshasa : grogne à l'Agence congolaise de grands travaux. La délégation syndicale accuse le directeur général de cette entreprise de « rétrograder certains agents », considérés comme « des incompetents ». La conseillère syndicale de l'ACGT évoque aussi une mauvaise gestion de l'agence depuis près d'une décennie. Elle accuse notamment le directeur général de détournement des fonds : « Il y a la mauvaise gestion financière. Il y a le détournement, il y a des documents qui prouvent le détournement de grosses sommes. Tandis que, nous les agents, il y a des mois qu'on n'est pas payé ». Le directeur général, réfute toutes ces allégations portées contre sa personne. Pour lui, il s'agissait de faire quelques réformes au sein de son entreprise. Etant donné qu'elle avait beaucoup d'agents administratifs alors que leur entreprise est à caractère technique. Il fallait donc les convertir pour répondre à la mission assignée à l'entreprise.

Haut-Lomami : 2 000 ménages sans abris à cause de pluie. Le président de la commission mise sur pied par l'assemblée provinciale pour suivre ce dossier, a indiqué que la province a enregistré plusieurs dégâts matériels après la forte pluie qui s'est abattue samedi 13 novembre. Il lance ainsi un SOS aux autorités pour venir en aide aux sinistrés.

Tshopo : l'entrepôt de stockage de vaccins et autres produits inauguré à Kisangani. Ce projet du gouvernement central mis en œuvre par l'Unicef a bénéficié de l'appui financier de l'Alliance Mondiale pour la Vaccination (GAVI), d'une enveloppe estimée à plus de quatre millions de dollars américains.

Nord-Kivu : lancement de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat sous l'état de siège, s'est ouverte ce mardi 16 novembre à Goma. Cette rencontre a pour thème « Etat de siège : opportunité d'affaires pour une paix durable dans l'entrepreneuriat au Nord-Kivu ». Le forum vise à sensibiliser et à former des jeunes entrepreneurs, mais aussi de faire la promotion de l'entrepreneuriat pendant cette période de l'état de siège dans la province. Le Nord-Kivu disposera désormais d'un cadre légal qui réunira désormais de jeunes entrepreneurs.

Beni : après l'incendie de l'unique centre médical par les ADF, 8 000 personnes de Bashu peinent à se faire soigner. Cette situation est causée par l'incendie de l'unique centre de santé de Kisunga lors de l'attaque des présumés rebelles ADF contre cette localité de la chefferie de Bashu survenue le 12 novembre dernier. Le premier rapporteur de la société civile en appelle ainsi à une intervention urgente pour éviter un désastre humanitaire et plaide pour la sécurisation de la localité de Kisunga. Car, affirme-t-il, l'unique position militaire dans la région se trouve à 5 km de cette localité.

Béni : les habitants de Mantumbi organisent un sit-in pour protester contre l'insécurité. Ces sources renseignent que les manifestants réclamaient aussi le remplacement des militaires déployés dans la région. Selon eux, on reproche à ces soldats de ne pas prendre en compte les alertes sécuritaires de la population.

Kwilu : des fonctionnaires de la territoriale réclament leurs primes de carrière. Dans une déclaration faite le 6 novembre à la presse, ces fonctionnaires de l'Etat dénoncent notamment l'injustice de la part de l'inspecteur général de la territoriale, chef de corps, qui selon eux, serait à la base de leur mauvais traitement. Selon eux, cette prime est un droit pour un agent de carrière de service de l'Etat. Pour eux, ce traitement est à la base de leur démotivation. Ces agents sollicitent l'implication urgente du vice Premier-ministre de l'Intérieur.

Nord-Kivu : le parlement d'enfants salue l'accalmie dans la ville de Beni, depuis plus d'un mois, grâce aux efforts de la police et de l'armée. Selon cette structure, les attaques armées n'y sont plus enregistrées comme auparavant. La police et l'armée affirment que des patrouilles ont été intensifiées. Plusieurs bouclages ont également été organisés dans les communes où les cas d'insécurité étaient répétitifs. « Nous voudrions que cette accalmie progresse partout à part la ville de Beni, que cela atteigne même les villages dans le territoire de Beni parce que maintenant c'est en territoire qu'il y a la cadence des affaires de la guerre et les pertes en vies humaines, c'est déplorable ». Le président du parlement d'enfants du Nord-Kivu appelle également la jeunesse et l'armée à collaborer lorsqu'il y a des suspects dans leur milieu.

Kisangani : les prêtres du Sacre-Cœur accusent les services de l'Etat d'être complices dans la vente de sa concession. Le réseau des personnes qui convoitent les concessions des prêtres du Sacre-Cœur à Kisangani, n'ont pas arrêté de visiter ce site. La semaine dernière, un groupe de plus de 40 personnes armées de machettes, de bars de fer, de bâtons et autres armes blanches et quelques armes à feu ont assiégé pendant deux jours le centre Sainte Bakhita où sont hébergés les enfants abandonnés et orphelins. Selon l'un des membres de la commission chargée du patrimoine, le père Augustin Mania, ces personnes ont vandalisé le centre, pillé et emporté des biens. Il l'a dénoncé le 16 novembre dans un point de presse animé au centre Bakhita. Il accuse certains services étatiques d'être complices de ces agents à cause de leur passivité. Lors de la dernière descente des mêmes personnes dans cette concession, il y a environ trois mois, le gouverneur de province intérimaire avait suspendu tous les travaux à entreprendre jusqu'à ce que la justice puisse trancher. Mais, apparemment cette décision n'est pas suivie par ceux qui tiennent à s'approprier une partie de cette concession.

Sud-Kivu : les diabétiques invités à se faire vaccinés contre la Covid-19. Le coordonnateur provincial du programme de lutte contre les maladies chroniques non transmissibles au Sud-Kivu invite les personnes atteintes de cette maladie à se faire vacciner contre la Covid-19 car ils sont les plus exposés à ce virus. Selon lui, pour lutter contre le diabète, il faut prévenir plutôt que guérir. Cette stratégie adoptée par les autorités sanitaires provinciales se décline en deux niveaux: insister sur le dépistage volontaire au diabète, et vacciner les diabétiques contre le Covid-19.

Mercredi 17 novembre.

Nord-Kivu : le CICR promet de l'eau potable pour 300 mille habitants de Goma et Nyiragongo. Le protocole d'accord a été signé le 16 novembre entre le gouverneur de province et le chef de programme du CICR/Nord-Kivu. Ce dernier indique que ce projet d'un budget de 40 millions de dollars sera exécuté en plusieurs étapes. Il rassure que la première partie du financement sera affecté dans les études du projet. Le chef de programme du CICR a souligné que ce qui reste important, ce sont les besoins de la population, et le fait que le CICR soit capable de répondre à ses besoins.

Goma : début du procès de 2 musiciens au tribunal militaire de garnison. Katembo Delphin alias Idengo, compositeur et chef de l'orchestre « Idengo Music » est poursuivi par la justice, pour avoir repris la chanson « Ce n'est pas normal » dans laquelle il mettait en exergue, selon l'organe de poursuite, l'incitation de la population à s'armer contre l'Etat, la démoralisation des Fardc engagées dans les opérations contre les ADF et l'outrage aux forces de défense et de sécurité congolaises. Le deuxième accusé, est le musicien Muyisa Nzanzu Makasi, qui aurait chanté une chanson contenant des propos outrageants contre le président Félix Tshisekedi, au cours d'un concert musical animé en Ouganda. Après un débat houleux entre les parties au procès, le tribunal a pris l'affaire en délibéré pour rendre sa décision dans un futur proche.

Maniema: le gouvernement provincial assiste les unités de garnison de Kindu. Ces vivres sont constitués de 134 sacs de farine de maïs de 25 kg, 25 sacs de haricots de 100 kg, 23 sacs de farine de manioc et 20 sacs de sel de cuisine de 20kg. Cet apport de l'autorité provinciale est une motivation pour les policiers et les militaires affectés à Kindu.

Les femmes leaders du Maniema élaborent un plan stratégique d'inclusion de la femme dans les instances décisionnelles. Elles ont adopté ce document le 16 novembre à Kindu, à l'issue d'un atelier organisé en leur faveur par le programme de maintien de la biodiversité et gestion durable des forêts. Pour la commissaire provinciale en charge du portefeuille, les femmes doivent s'investir elles-mêmes pour éliminer les obstacles à leur inclusion dans les instances de prise de décision. Elle a, par ailleurs, sollicité l'application de la parité telle que prônée dans la constitution du pays.

Beni : les 150 000 habitants d'Oicha désormais servis en eau potable. La commune rurale d'Oicha, en territoire de Beni (Nord-Kivu) dispose depuis le 16 novembre de sept bornes fontaines alimentés par un forage. C'est une dotation de l'entreprise Angel Cosmétique d'un coût de 130 000 USD exécutée par le comité de Pilotage des Actions Humanitaires sous l'expertise d'Oxfam. Cet apport en eau potable une réponse aux besoins réels de la population. La population, ne payera que 1000 FC par ménage et par mois, afin de permettre au comité de gestion de veiller à son entretien.

Goma : imminente éruption interne du volcan Nyamulagira. Le directeur scientifique de l'Observatoire volcanologie de Goma (OVG), explique avoir constaté mardi que « le magma n'est pas très loin et qu'il peut sortir à l'intérieur tout comme à l'extérieur du cratère ». Il appelle ainsi toute la population de la région au calme et rassure que cette activité volcanique ne représente pas encore de risque, du fait qu'elle est encore concentrée dans le cratère. « Si cette éruption s'avérait externe, elle pourrait entraîner des conséquences humaines et environnementales notamment la destruction de l'écosystème et bien d'autres », affirme l'OVG.

Bunia : célébration d'un culte religieux en mémoire des victimes des atrocités des groupes armés. Plus de dix mille personnes se sont regroupées ce 17 novembre au stade de l'EPO Ville à Bunia pour un culte sur la situation sécuritaire en Ituri et au Nord-Kivu. Cette cérémonie a été organisée par la communauté Hema et Nande pour honorer la mémoire de toutes les victimes des atrocités des groupes armés dans ces deux provinces.

Butembo : 2 hommes en uniforme meurent dans une embuscade des Maï-Maï en pleine ville (armée). Deux membres des forces de sécurité sont morts et des autres blessés dans une embuscade tendue à leur convoi la nuit de mardi à mercredi 17 novembre par des miliciens Maï-Maï à l'entrée Nord de la ville de Butembo. Leur convoi partait en renfort à Kangote (Nord), en vue d'empêcher l'entrée des Maï-Maï dans la ville. Chemin faisant, en plein boulevard, juste après la route asphaltée, leur jeep a essuyé les tirs des rebelles.

Sud-Kivu : la mutuelle de santé des enseignants en voie de devenir une réalité. Le gouvernement a débloqué les fonds pour l'effectivité de la mutuelle de santé des enseignants de la province du Sud-Kivu, a annoncé le 17 novembre, le président du Synecat/Sud-Kivu. D'après lui, le ministère du budget a d'ordonné la domiciliation du quota que le gouvernement central libère en faveur des enseignants du Sud-Kivu pour l'appui à la mutuelle de santé des enseignants.

Kasaï-Oriental : l'école de formation de la police de Tshipuka alimentée en eau potable. Les travaux de ce forage ont été financés par le gouvernement des Etats Unis dans le cadre du « partenariat Privilégié pour la Paix » et du fonds des Nations Unies pour la construction de la Paix à travers l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Plus de cinq mille habitants des groupements de Bena Bilonda et de Bakua Kansapuila accèdent facilement à cette eau, dans les installations de la police. "Je suis mariée depuis 7 ans et c'est ma première fois de boire l'eau de robinet ».

Sud-Kivu : le PEV invite la population à se faire vacciner contre la COVID-19 avec les autres types de vaccins. Le coordonnateur provincial du Programme élargi de vaccination a déjà identifié des sites pour la ville de Bukavu : « L'hôpital de Panzi, le centre de santé de la Labotte, le centre hospitalier Fardc, le centre hospitalier Ceca40 aussi Croix - Rouge Saïo. Nous avons mis deux sites à Kadutu, c'est l'hôpital de Kadutu et le centre Saint Vincent. Et le site à

l'hôpital de Bagira. » Pour les populations ciblées, c'est 18 ans et plus. Il est vraiment nécessaire que les gens soient vaccinés. Parce qu'il n'y a pas vraiment d'autres moyens qui peuvent nous aider à vaincre ou à maîtriser le covid19.

Assemblée nationale : le député Jadot Mangwenge plaide pour la hausse du budget alloué à la sécurité. L'armée et la police ont besoin d'avoir un grand effectif « et cela implique aussi des formations et la logistique nécessaire, sans oublier leur traitement financier. » Il dresse une liste de 5 autres secteurs prioritaires, qui doivent bénéficier d'une attention particulière. Il s'agit de : l'éducation ; la santé ; les infrastructures ; l'électricité ; l'accès à l'eau potable.

Kwilu : des députés rejettent la mesure de rétention de leurs émoluments, décidée par l'assemblée provinciale. Certains des députés sanctionnés par l'assemblée provinciale du Kwilu boudent la décision de rétention de 25% de leurs émoluments pour avoir totalisé 8 absences non justifiées. Ils ont indiqué le 17 novembre que cette mesure est irrégulière et viole les articles 23 et 60 du règlement intérieur de cet organe délibérant qui fixe les quorums de siège et de décision.

Les provinces ne disposent pas de budget conséquent pour leur fonctionnement. Dans l'ensemble, les présidents des assemblées provinciales ont exposé notamment des problèmes d'ordre logistique, et le manque d'infrastructures. Au deuxième jour de ces assises ils ont présenté à tour de rôle l'état de lieux de leurs provinces ainsi que leurs besoins.

Assemblée nationale : 12e prorogation de l'état de siège sans les députés du Nord-Kivu et de l'Ituri. 287 députés ont pris part à la plénière du jour. 280 ont voté « oui », et trois ont voté « non », avec quatre abstentions. Des députés du Nord-Kivu et de l'Ituri n'ont pas pris part au vote de cette 12e prorogation. Ils avaient protesté contre la 11e reconduction de cette mesure, sans avoir évalué les réalisations de l'état de siège. Ils exigent aussi la démission du ministre de la Défense et des deux gouverneurs militaires parce que, d'après eux, les massacres se poursuivent, en dépit de cette mesure. Ils estiment donc que les résultats ne sont pas ceux qui sont attendus. Cette nouvelle prorogation est de 15 jours.

Kasai-Oriental : le chef des bandits « Zabalo » transféré au parquet Mbuji-Mayi. D'après le maire de la ville de Mbuji-Mayi, cette bande de voleurs agressent et extorquent l'argent aux passants et autres biens de valeurs dans les quartiers Masanka et Masengu Kanyinda dans la commune de Diulu. La semaine dernière, le groupe de Zabalo a passé à tabac, et blessé un policier qui est actuellement interné dans un hôpital de la place.

Jeudi 18 novembre.

Maniema : les enseignants du réseau catholique durcissent leur mouvement de grève. A l'issue de leur assemblée générale extraordinaire tenue le 17 novembre à Kindu, le secrétaire provincial du Syndicat des écoles conventionnées catholiques, invite ses pairs à durcir ce mouvement en attendant les résolutions de leur hiérarchie. Il demande à tous les enseignants du réseau catholique de rester « solidaires, afin de mener l'action syndicale comme il faut. »

Beni : des ex-otages des ADF libérés. Il s'agit d'abord de trois personnes dont l'infirmière qui était de garde le jour de l'attaque au centre de santé de Kisunga, la technicienne de laboratoire ainsi qu'un enfant de 14 ans. Six autres habitants de Kisunga enlevés au cours de la même attaque sont arrivés le mercredi 17 au village Kavasehwa. Ces ex-otages ont été libérés par la volonté des ADF eux-mêmes, ont déclaré les ex-otages.

Beni: la situation sécuritaire reste « inquiétante » à Bashu. Ce constat a été fait le 17 novembre par une mission conjointe d'évaluation composée de la Monusco et des autorités coutumières et militaires dans cette zone. Durant deux jours, cette délégation s'est rendue notamment dans la localité de Kisunga, qui avait été attaquée par des rebelles ADF le jeudi 11 et 12 novembre. « Le constat est vraiment amer. L'ennemi a brûlé pratiquement la grande partie de l'hôpital et a tout pillé, c'est vraiment triste. La population de Kisunga ne sait plus où elle peut aller se faire soigner ». La sécurité de la population sera bientôt assurée par des policiers déployés très récemment dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri en vue d'apporter leur soutien aux Fardc. Le chef de la délégation de la Monusco, réaffirme la détermination de la mission onusienne avec les Fardc à pacifier la région de Beni. Mais, ils ont besoin de la collaboration de la population.

Rutshuru : réinsertion de 120 enfants associés à des groupes armés. Ils ont été ramenés le 16 novembre dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) dans leurs familles par l'ASBL Union pour la paix et la promotion des droits de l'enfant au Congo. Dotés de kits de réinsertion, ces enfants ont été formés pendant six mois à différents métiers afin d'être à leur tour des encadreurs d'enfants en situation difficile. Avec l'appui de l'Unicef, l'ASBL a déjà réuni 4 585 enfants.

Awa Ndiaye : « Un cas de violence sexuelle est un cas de trop ». « Nous nous battons pour qu'il n'y en ait pas et nous espérons que, à force de continuer ce combat, tous ensemble, nous arriverons à un moment où les violences sexuelles

seront éradiquées de la RDC », a déclaré le 17 novembre en conférence de presse des Nations unies à Kinshasa, la représentante de l'ONU-Femmes en RDC, Awa Ndiaye Seck. Selon elle 77 victimes des violences sexuelles liées aux conflits ont été enregistrées en septembre dernier. Ce chiffre était en hausse par rapport aux deux mois précédents.

La Monusco demande à la population de se méfier des « rumeurs sur les réseaux sociaux », en rapport avec la sécurité à Beni. Le chef intérimaire du bureau local de la Monusco a rappelé que, la mission onusienne n'est pas là, pour « appuyer les rebelles qui insécurisent les populations, comme disent les rumeurs, mais pour travailler aux côtés des forces sécuritaires congolaises afin de répondre aux défis sécuritaires » qui se posent dans la région, à la suite à l'activisme des groupes armés ainsi que des rebelles ADF. « Je voudrais m'adresser à vous tous et particulièrement à la jeunesse. Au niveau de la MONUSCO nous avons une politique de porte ouverte et des bras tendus. Si vous avez un besoin de toute nature, venez l'exprimer. N'écoutez pas les gens qui vous disent le contraire. La Monusco est là pour les congolais ».

Kongo-Central : résurgence de la fièvre typhoïde dans la zone de santé de Kisantu. Jusqu'à présent, plus d'une dizaine de cas y ont été détectés grâce à une activité que la zone de santé de Kisantu mène conjointement avec l'Institut national de recherche biomédicale (INRB), dans le cadre de surveillance des maladies, affirme, le responsable de la zone de santé de Kisantu. Pour endiguer cette maladie de mains sales qui, le médecin chef de zone de Kisantu invite la communauté locale à renforcer des mesures d'hygiène et à consommer les aliments chauds.

Mambasa : des personnes arrêtées « arbitrairement » à Byakato et placées dans un cachot souterrain. Le coordonnateur de la nouvelle société civile du territoire de Mambasa, dit avoir répertorié sept cas d'arrestations « arbitraires » au cours de deux derniers mois dans cet amigo souterrain à Byakato. Il ajoute que les détenus sont parfois fouettés dans ce cachot. Mais aussi que les conditions de détentions sont précaires et violent les droits de l'homme.

Beni : 7 morts dans une attaque des ADF à Bashu. Les sept victimes ont été décapitées. L'autorité coutumière de Bashu ajoute que les assaillants ont contraint plusieurs habitants des deux villages de transporter les biens pillés. Personne ne sait où ils ont été conduits. L'armée est arrivée sur place ce jeudi après le départ des présumés ADF.

Évaluation du travail de la CIRGL depuis son installation en 2006 par l'ONU et l'UA. La Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs, (CIRGL), fut établie conjointement par le Secrétariat des Nations Unies et l'Union africaine à Nairobi au Kenya, en 2006. Elle fut le premier mécanisme établi pour « réguler les conflits dans la région des grands-lacs ». Elle comprend en majorité les pays limitrophes de la RDC. C'est à l'issue de plusieurs discussions à Kampala en Ouganda, que la CIRGL avait proposé la création d'une « force neutre », pour mater les rebellions à l'Est de la RDC, dont le M23. Cette idée sera renforcée par l'ONU qui créa à travers la résolution 2098, la Brigade d'intervention de l'ONU (FIB), au sein de la Monusco. La CIRGL a notamment mis en place certaines structures pour la consolidation de la paix, entre l'Ouganda, la RDC et le Rwanda, dont le Mécanisme conjoint de vérification des frontières (MCVE) de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs, créée en septembre 2012 à Goma. Ce mécanisme élargi à la Monusco a notamment pour mission de : « vérifier les allégations en rapport avec les mouvements des forces négatives dans la sous-région afin d'assurer la restauration de la paix ». Mais, les défis sécuritaires restent dans la région des grands lacs. La question de l'ADF, qui poursuit les massacres des populations civiles dans la région du Nord-Kivu et de l'Ituri. Des experts reprochent à la CIRGL de n'avoir jamais pris des sanctions contre les pays qui violent son traité-fondateur.

Procès Chebeya/Bazana : comparution d'un nouveau suspect. Il s'agit du policier Jeancy Mulanga, arrêté dernièrement à Likasi, dans le Haut-Katanga. Il a confirmé la présence de Chebeya et Bazana à l'Inspection générale de la police, la veille du crime, le 1er juin 2010, mais sans en savoir plus de la suite. La Cour a promis de clore les débats avec les plaidoiries et réquisitoire le 1er décembre prochain.

Matadi : controverse autour de la fermeture du centre de santé STOP. Les prestataires du Centre de santé STOP s'insurgent contre la décision du Conseil d'administration de la zone de santé de Nanza visant à les déployer dans d'autres structures médicales après avoir fermé définitivement la leur faute d'un bâtiment devant l'abriter. Ils lancent un appel au secrétariat général de la santé pour une solution qui consiste à construire un bâtiment. En réaction, le médecin chef de zone de santé de Nanza, affirme que cette décision ne vient pas de lui, mais plutôt du conseil d'administration. Il invite ainsi ces agents à rejoindre leur nouveau poste. Au cas contraire, ils perdront tout ce qu'ils ont comme avantages.

Sud-Kivu : le gouvernement provincial fixe les frais dans les écoles maternelles et secondaires. Par un arrêté rendu public le 16 novembre à Bukavu, le gouverneur fixe le seuil à 3 USD et le plafond à 90USD, par trimestre. Tout contrevenant à l'arrêté portant fixation des frais scolaires des élèves dans les écoles écopera des sanctions. Pour

certaines personnes, l'arrêté va contribuer à décanter la grève des enseignants. D'autres y voient le retour en force de la prime.

Uvira : des patrouilles conjointes organisées par les Fardc et la Monusco dans les hauts plateaux. Deux patrouilles à longue portée ont été organisées le 17 novembre respectivement à Kahololo, dans le groupement de Muhungu et à Muramvya, dans le groupement de Bijombo, dans les hauts plateaux du territoire d'Uvira (Sud-Kivu). L'évaluation de la situation sécuritaire et humanitaire sur ces axes a été au centre de ces patrouilles. Un plan d'urgence a été mis en place : les FARDC ont convenu de déployer deux postes supplémentaires au nord et au sud du site de déplacés internes jour et nuit pour empêcher les attaques de groupes armés contre les civils et les déplacés internes. Et les chefs de villages sont priés de sensibiliser les habitants à ne pas sortir pendant les petites heures et après le coucher du soleil.

« **La Monusco collabore avec l'OVG pour la surveillance des activités volcaniques** », affirme **Dario Tedesco**. Pour ce volcanologue, cet appui de la Monusco, notamment le survol permanent des cratères à l'aide des hélicoptères, permet à l'OVG d'avoir des précisions et de comparer les données techniques des satellites avec la réalité directe dans le volcan.

D'après cet expert, le défi dans la surveillance de ces deux volcans c'est qu'ils sont toujours actifs et qu'il est parfois difficile de trouver le changement des paramètres avant une éruption, comme dans le cas de l'éruption du Nyiragongo du 22 mai dernier. Pour ce qui est du plan de contingence, Dario Tedesco, pense que le plan existant doit être redynamiser selon les réalités du terrain, notamment la démographie et d'autres aspects.

Nord-Ubangi : l'assemblée provinciale examine l'interpellation du gouverneur pourtant absent de la province. Le 17 novembre était la date butoir depuis que la lettre d'interpellation a été adressée au gouverneur Izato Nzege. C'est en vue d'une évaluation à mi-parcours de sa « gestion » de province. Mais ce dernier était absent de la salle de plénière. Pour l'auteur de l'interpellation, c'est un outrage à l'organe délibérant. « Selon le règlement, nous allons encore nous réunir le 19 novembre pour le dernier mot, afin que la plénière puisse adopter le dernier rapport concernant cet objet, vue l'attitude du gouverneur du Nord-Ubangi », a-t-il ajouté. Le 12 décembre 2020, l'assemblée provinciale l'avait déchu, par une motion de défiance, dans les mêmes circonstances, avant sa réhabilitation par la justice.

RDC : plusieurs morts et disparus dans une collusion entre deux baleinières. D'après des sources, les baleinières Sanza na Moi et Emmanuel, seraient entrées en collusion le 17 novembre, vers 21h, vers Mambutuka, en aval du fleuve Congo, non loin du confluent entre la rivière Kasai et le fleuve. Quelques survivants sont arrivés à Kinshasa. L'heure est aux recherches des passagers et au recoupement d'informations pour savoir ce qui s'est réellement passé.

Etat de siège : les députés de l'Ituri et du Nord-Kivu « rassurés » de la détermination de Félix Tshisekedi à rétablir la paix. C'est depuis plusieurs semaines que les députés nationaux de l'Ituri et du Nord-Kivu ne participent plus aux séances plénières consacrées à la prorogation de l'état de siège, dont la 12e prorogation a été autorisée par l'Assemblée nationale. Ils exigent l'évaluation de cette opération. Selon le porte-parole de ce collectif, le Chef de l'Etat a démontré sa détermination à rétablir la sécurité et la paix dans ces deux provinces du pays. « Dans les semaines et mois à venir, nous allons travailler de manière à prendre en compte les recommandations faites par la commission défense et sécurité de l'Assemblée nationale », leur a-t-il rassuré.

Tanganyika : Bintou Keita appelle toutes les communautés à la conjugaison des efforts pour le retour de la paix. « On est tous déterminés à faire de notre mieux mais nous avons besoin que l'Administration du territoire et tous ceux qui concourent à la sécurisation fassent aussi leur travail. » Lors de son séjour, la RSSG avec toute sa délégation ont visité mercredi, la localité de Kabeya-Mayi en territoire de Nyunzu. Selon les acteurs humanitaires présents dans la zone, 22000 déplacés sont enregistrés au centre de Nyunzu ; 18000 autres à Kisengo et 100 000 autres encore font un mouvement vers Nyunzu à cause de l'insécurité qui sévit dans la région. L'Administrateur de territoire, a précisé : « Dans le Secteur Sud-Lukuga, la présence du seigneur de guerre, Nyumba Isha, non encore récupéré, fait peur. Dans le Secteur Nord-Lukuga, c'est une rébellion qui n'épargne personne », a-t-il soutenu.

Maindombe : la prison centrale d'Iyombe dans un état délabré. Le directeur soutient que ce bâtiment s'est dégradé car il avait été construit en 1903. Depuis sa construction, elle n'a jamais bénéficié d'une quelconque réhabilitation. Plusieurs murs ont déjà cédé. Selon lui il ne reste que deux pavillons ou sont logés tous les 87 détenus dont trois femmes. Il signale également d'autres difficultés d'ordre alimentaire et médical dans la prison centrale d'Iyombe.

Tshopo : la FEC sensibilise les opérateurs économiques sur le risque de faillite de la Sotexki. « La Sotexki est en passe de fermer ses portes si on n'y prend garde ». Pour le directeur général de cette entreprise, la non-exécution de l'ordonnance du Conseil d'Etat par la DGDA empêche la Sotexki à installer son nouvel équipement. Ce qui aurait pu lui permettre de relancer sa production. Le gouverneur de province a promis de constituer une délégation mixte gouvernement provincial et la Sotexki. Laquelle devra se rendre à Kinshasa pour plaider en faveur de cette entreprise.

Le budget 2022 déclaré recevable à l'Assemblée nationale. Après avoir été déclaré recevable, le projet de loi a été envoyé à la commission Economique et Financière pour approfondissement et toilettage. Le projet de Loi de Finances 2022 est chiffré à hauteur de 20.730,1 milliards de francs congolais (10 milliards USD) qui, par rapport au budget initial de l'exercice 2021 chiffré à 14.620,5 Milliards de Francs, réalise un taux d'accroissement de 41,8%.

Vendredi 19 novembre.

Le Sénat proroge pour la 12e fois l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu. Le Sénat a voté, jeudi 18 novembre, en seconde lecture, la douzième prorogation de l'état de siège dans les provinces de Nord-Kivu et de l'Ituri.

Kinshasa : conséquences humanitaires des tensions dans la région des grands lacs. Après le génocide des tutsis au Rwanda, plus d'un million de Hutu ont franchi les frontières de la RDC pour se réfugiés dans l'Est de l'ex-Zaïre. Une crise humanitaire sans précédent va s'en suivre. L'ONG International Rescue Committee (IRC) a mené à cet effet, quatre études sur la mortalité en RDC entre 1998 et 2004. Selon l'IRC, depuis le début de la deuxième guerre en août 1998 jusqu'à la fin du mois d'avril 2004, environ 3,8 millions de personnes auraient péri, victimes directes ou indirectes de la guerre et des conflits armés. Après le départ des soldats rwandais en 2003, à l'issu des accords de paix de Lusaka et de Pretoria, l'est de la RDC n'a jamais retrouvé sa stabilité. L'on compte à ce jour, plus 120 groupes armés locaux, et des forces négatives dans l'est du pays, selon l'organisation des droits de l'homme, Human Rights Watch. **Les tensions ne fléchissent pas dans l'est du pays.** Plus de 6000 personnes ont été tuées dans la région de Beni, depuis 2013 et plus de 2000 dans la province voisine de l'Ituri en 2020. **Déplacements des populations.** Les tensions armées récurrentes ont provoqué, des millions de déplacées internes ainsi que, des réfugiés, provoquant par la même occasion, une crise humanitaire. Depuis mai 2021, l'ONG CARE parle des millions de personnes qui sont au bord de la famine en RDC.

Beni : lancement du vaccin « ERVEBO » pour lutter contre la maladie à virus Ebola. La division provinciale de la santé du Nord Kivu a annoncé le 19 novembre qu'elle va procéder à la fin de cette semaine au lancement de la vaccination contre Ebola avec le nouveau vaccin « Ervebo », homologué par l'agence européenne du médicament ainsi que l'OMS.

Ce vaccin permettra de lutter contre l'épidémie d'Ebola déclarée à Beni, depuis le 8 octobre dernier, 5 mois après la fin de la douzième épidémie qui a duré trois mois à Lubero. Cette phase vise principalement les « personnes à risque ».

Beni : la population de Bashu propose quelques « mécanismes de protection des civils » contre les attaques des rebelles aux autorités congolaises et à la Monusco. Selon le coordonnateur adjoint du bureau des affaires civiles de la Monusco au grand-Nord et chef de cette délégation, les propositions de la communauté locale seront discutées avec les autorités compétentes pour leur mise en pratique. Il a rappelé que la délégation a échangé avec les autorités locales et des représentants des couches sociales pour trouver ensemble des « mécanismes de renforcement de la protection des civils » afin d'anticiper les attaques des groupes armés visant cette entité.

Kanyabayonga: les salles de classes de l'école Primaire Kahembe surpeuplées à la suite de l'arrêt de travail des enseignants « nouvelles unités ». Ces nouvelles unités refusent de continuer à donner cours tant qu'elles ne seront pas prises en compte sur la liste de paie de la fonction publique. En effet, avant la gratuité de l'enseignement de base, ces enseignants étaient payés par les parents, ce qui n'est plus le cas à ce jour. Le directeur de l'école primaire Kahembe, explique que cet établissement scolaire public fonctionne avec quinze classes, en raison de sept tenues par des enseignants payés par la fonction publique, et huit classes tenues par des enseignants "nouvelles unités". Avec l'arrêt de travail de ces derniers, ce sont donc près de quatre cents enfants de leurs classes qui se retrouvent dans les salles tenues par les enseignants qui reçoivent les salaires de l'état. Il s'est dit « dépassé par la situation »

Mbandaka : arrestation des militants du mouvement citoyen « Génération consciente », pour avoir tenté d'organiser une marche pacifique, mais interdite par le maire de la ville. Pour ces militants, l'objectif était de solliciter le départ du gouverneur de province. Dans sa réaction à la lettre lui adressée par ce mouvement citoyen, le maire intérimaire de Mbandaka a « exhorté à la patience, au lieu de forcer la main à l'autorité qui est déjà saisie de la situation ». Il évoque entre autres raisons le respect des mesures barrières en cette période de pandémie, l'organisation le même jour, d'une autre marche par l'union sacrée. Par ailleurs, ces personnes arrêtées sont également poursuivies pour incitation à la rébellion, a dit l'autorité de la ville. «Étant donné que la veille, ils ont appelé la population à fermer toutes les activités afin de participer à la marche, sous peine de se faire agresser», ajoute la source.

Beni : la Monusco remet un deuxième pont aux autorités pour faciliter la circulation des forces de sécurité. Ce deuxième pont bâti par la mission onusienne, relie les quartiers Paida et Boikene. Ce pont va faciliter les « interventions des forces de sécurité en cas d'une menace sécuritaire ». Le chef de bureau intérimaire de la Monusco a annoncé jeudi 18 novembre, l'inauguration d'une vingtaine d'autres projets en faveur de la population de Beni.

Ituri : les activités économiques paralysées à Bunia en raison de ville morte, décrétée par l'Union des associations culturelles pour le développement de l'Ituri (UNADI). Cette structure qui regroupe toutes les communautés de l'Ituri s'insurge contre les tueries des civils par des groupes armés qui se poursuivent en cette période de l'état de siège.

Adoption du budget 2022 : le Premier-Ministre rassure quant à la tenue des élections dans le délai constitutionnel. Le Premier-Ministre a assuré : « Notre gouvernement a déjà mis de côté, dans le cadre des économies de cette année, 200 milliards de francs congolais sur des prévisions initiales de 90 milliards, pour l'exercice 2021. Et pour l'exercice 2022, nous avons aligné, 500 milliards de FC pour nous permettre de couvrir les charges liées au processus électoral. Nous attendons du bureau un plan concret qui nous permettra de démarrer les opérations électorales ». Il a notamment indiqué que la question du recensement des populations fait partie des priorités du gouvernement. Le projet de loi a été envoyé à la commission économique et financière pour approfondissement et toilettage, avant une seconde lecture au Sénat.

Beni : les 39 ménages des déplacés vivant dans la concession de la 8ème CEPAC lance un SOS. Il s'agit de familles ayant fui les atrocités les unes dans le territoire d'Irumu (Ituri) et les autres dans le territoire de Beni. « Le problème majeur reste le manque de nourriture. Le manque de frais pour le soin, pas moyen de scolariser les enfants. Je n'ai pas d'occupation. Mes enfants ont failli mourir de faim. Mais si je trouve d'occupation, je suis prêt pour travailler » Une autre raconte qu'ils nourrissent leurs enfants de déchets de cossette, qu'ils ramassent dans des moulins de la ville. « Nous vivons dans le noir ici. Il n'y en a pas de médicaments. Nous n'avons aucun dispositif sanitaire pour lavage des mains. Et même nos toilettes ne sont plus utilisables. » Les enfants ont abandonné l'école. Ils passent des journées entières à vagabonder.

Kinshasa : clôture du forum entre le Sénat et les assemblées provinciales. Un cadre de dialogue entre le Sénat et les présidents des Assemblées provinciales a été mis sur pied, jeudi 18 novembre à Kinshasa à l'issue du forum qui a réuni ces deux institutions, du 15 au 18 novembre. « Le cadre de dialogue et de concertation a notamment pour mission, d'offrir un espace et une opportunité d'échanges aux assemblées provinciales et promouvoir la coopération interprovinciale ; attirer l'attention du Sénat, sur les initiatives constitutionnelles et législatives ainsi que les actes réglementaires touchant aux compétences et intérêts des provinces ; proposer des initiatives relevant de la fonction du Sénat, dans la défense des intérêts des provinces. Le cadre de dialogue et de concertation se réunit en session annuelle ou bi-annuelle ».

Care International lance un plan stratégique quinquennal de 87 millions de dollars américains. Il s'agit d'un plan axé sur la lutte contre la pauvreté qui gangrène la situation de la population dans les 5 provinces ciblées, le Maniema, l'Ituri, le Kasai et les deux Kivu. Ce projet va toucher plusieurs domaines, notamment le social, la santé, l'éducation ainsi que l'économie avec entre autres les activités génératrices des revenus pour les femmes vulnérables et les jeunes.

Sud-Kivu : 2ème phase de vaccination contre la COVID-19, le Vice-gouverneur appelle la population à se faire vacciner. Le Vice- gouverneur de province, a indiqué que cette 2ème phase de vaccination est particulière parce que « la population a désormais le choix entre plusieurs types de vaccins en dehors de Astrazeneca ».

Kindu : 15 journalistes formés sur les violences basées sur le genre, le blogging et le podcasting. « Nous avons voulu réaliser cette formation car le contexte de notre pays se prête bien. Il y a beaucoup d'enjeux au point de vue national, provincial, alors nous avons besoin d'une presse qui est renforcée en vue de gagner sa liberté. Le seul secret pour que la presse devienne de plus en plus libre, respectée dans ce pays, c'est sa capacité à innover, sa capacité à faire des productions qui satisfont de plus en plus les audiences qui sont de plus en plus exigeantes surtout sur internet ».

Ituri : les policiers appelés à protéger la population à Irumu et Djugu. Le commissaire divisionnaire adjoint a instruit les policiers déployés cette semaine à Bunia, à la stricte discipline pour réussir leur mission. Il invite les éléments de la police à protéger la population dans les zones conquises par les Fardc en territoire d'Irumu et de Djugu où les groupes armés sont actifs. Il a interdit aux policiers le vagabondage, l'ivresse, la débauche et les abus contre la population qu'ils ont l'obligation de protéger. Ces principes sont les garanties pour accomplir efficacement leur mission.

TGI Kinshasa-Gombe : Chinois et Congolais condamnés à 10 ans de prison pour proxénétisme Le tribunal de grande instance (TGI) a rendu le 19 novembre, les verdicts dans une procédure de flagrance du dossier relatif à la prostitution organisée par certains Chinois et Congolais. Ainsi, deux Chinois dont Ye Jing Peng et sa gérante ont été condamnés à 10 ans de prison pour « proxénétisme et trafic des personnes à des fins sexuelles ». Huit autres ont été condamnés pour séjour irrégulier à une amende de 1000 USD chacun, vingt-deux autres acquittés. Un congolais, le chef de bureau au ministère des Affaires étrangères qui leurs délivrait des visas de courtoisie sans en avoir qualité, a écopé de 10 ans de prison.

Beni : la Monusco remet le camp Kididiwe, construit par elle, aux Fardc. Kididiwe est un ancien bastion des ADF. Reconquis par l'armée congolaise, la Monusco y a érigé un camp où seront positionnées des troupes des Fardc qui sont actuellement en opérations contre les groupes armés dans la région de Beni. Le commandant des opérations Sokola 1 Grand Nord : «Ceci fait partie de notre stratégie de combat contre les groupes armés qui consiste à les délocaliser. Et une fois qu'ils sont délocalisés, on crée les conditions pour que les Fardc prennent le contrôle de la zone et la domine. Désormais Kididiwe a été débarrassé de tout groupe armé et désormais les Fardc vont s'y installer de façon durable ».

Samedi 20 novembre.

Une enquête de 19 médias et ONG révèle un présumé détournement de 138 millions USD entre 2001 et 2013.

Publiée le 19 novembre, Congo Hold-up pointe, parmi les principaux responsables présumés de ces détournements, des membres de la famille de l'ancien président Joseph Kabila et certains de ses associés les plus proches. « Forte de 3,5 millions de documents bancaires et davantage encore de transactions, l'enquête Congo Hold-up se nourrit de ce qui est, à ce jour, la plus importante fuite en provenance du continent africain. Elle révèle comment une banque commerciale, la BGFI, a été utilisée pour piller des fonds publics et des ressources naturelles de la RDC. Elle révèle, pour la première fois, les noms de ceux qui auraient participé de façon massive à ce détournement des richesses d'un pays parmi les pauvres au monde », note le document. De son côté, Néhémie Mwilanya, ancien directeur de cabinet du président honoraire Joseph Kabila et député national, évoque, dans un tweet, un acharnement contre Joseph Kabila.

Kinshasa : l'APLC révèle un détournement présumé de plusieurs millions de dollars à la DGRK.

Le coordonnateur de l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (ACPLS), a déposé le 19 novembre un dossier au parquet général près la Cour d'appel de Kinshasa-Matete contenant d'indices sérieux de détournements des fonds dans cette institution. Il promet d'autres actions similaires : « Ce n'est pas le dernier dossier. Au sein de l'agence, nous avons énormément d'affaires qui sont sur la table. Des investigations sont en cours. Ça ce n'est que le premier d'une série de plusieurs dossiers qui vont être transmis à la justice »

Ituri : les latrines du site des déplacés de Kigonze, débordées par les « matières fécales ».

Ce site abrite environ 15 milles déplacés, qui sont désormais exposés à des « maladies hydriques », selon un spécialiste en santé publique. Ce constat a été fait le 19 novembre, à l'occasion de la célébration de la « journée internationale des toilettes ». Le comité des déplacés du site de Kigonze déplore aussi le manque d'éducation de cette population sur l'usage des latrines, ce qui contribue également à la détérioration de ces installations sanitaires. Des bouteilles, de sacs, des vieux habits y sont jetés par les occupants du site. Au marché central de Bunia qui accueille au moins 20 milles personnes chaque jour, la population marchande ne sait pas où faire ses besoins, faute des toilettes.

RDC : compromis trouvés à l'issue des négociations entre le gouvernement et les syndicats des enseignants.

Le gouvernement a décidé d'accorder une « prime de gratuité », aux enseignants de l'école primaire dès le mois de décembre 2021. C'est l'un des compromis trouvés entre le gouvernement et le banc syndical des enseignants après plus de 20 jours des travaux de négociation, clôturés le 19 novembre. Elle est accordée en attendant la prise en charge dans le budget 2022 du 2ème et 3ème palier, du solde de la prime de brousse et du montant alloué aux nouvelles unités. Par ailleurs, le même rapport indique que, l'autorité gouvernementale s'engage à payer le 2ème et 3ème palier en faveur des enseignants payés et non payés au quatrième trimestre 2021. Les 81.509 enseignants non-payés restants, recevront leurs salaires dès la paie du 1er trimestre 2022. Quant à la question des « désactivés », il faudra convoquer dans « l'immédiat » les travaux de la grande commission chargée d'examiner au cas par cas les recours des écoles, des bureaux gestionnaires et des agents désactivés de sorte que, les cas éligibles à la réactivation soient pris en compte à la paie du mois de décembre 2021. Enfin, le gouvernement s'engage à allouer des « ressources financières suffisantes », pour assurer une retraite honorable aux enseignants, souligne le rapport de Mbuela lodges.

Journée des droits de l'enfant : la ministre du genre plaide pour la participation des enfants dans la « prise des décisions ».

« Je lance un appel pathétique à vous tous, chers compatriotes, pour que vous puissiez écouter les enfants, les jeunes et les associer à la prise des décisions en vue de ré-imaginer le monde après la COVID-19, dans ce monde qui connaît le réchauffement climatique », a déclaré, la Ministre du genre femme famille et enfant. « Une crise de la survie de l'enfant se profile, car ceux-ci sont plus exposés aux risques de famine et des maladies. Le manque d'une autre option plonge nos enfants dans la délinquance qui se manifeste dans les phénomènes tel que Bombé (une nouvelle drogue consommée par les jeunes). Ensemble, nous devons combattre un tel phénomène et veiller à ce que l'accroissement de notre budget améliore les conditions de vie de nos enfants ». La journée internationale de l'enfant est commémorée sous le thème : « Je m'engage et j'agis avec ma communauté aux enjeux climatiques et environnementaux ».

Beni : 1.205 enfants dont ceux sortis des groupes armés, sauvés du « risque d'apatridie » (ONG). 1.205 enfants à «risque d'apatridie », vivant à Beni (Nord-Kivu), ont reçu vendredi 18 novembre, leurs actes de naissance après un

jugement supplétif. Parmi eux, 450 enfants sortis des forces et groupes armés. Les autres, sont des enfants vulnérables venus des zones affectées par la maladie à virus Ebola dans les zones de santé de Beni et Kalunguta. Cette opération a été rendue possible grâce au plaidoyer mené par l'organisation Mouvement international des droits de l'enfant, de la femme, de l'homme veuf et de leur promotion sociale, avec l'appui de l'Unicef.

David McLachlan-Karr condamne les violences meurtrières dans la province du Nord-Kivu. Le coordonnateur humanitaire en RDC, a déploré l'attaque du village Kisunga où au moins 35 personnes ont été tuées, 4 mille ont été poussées au déplacement forcé et un centre de santé incendié. Ce communiqué affirme que des travailleurs du centre de santé ont également été kidnappés après le pillage de leur centre. Près de 12 mille personnes sont à présent privées de soins et de services sanitaires. Plus de 700 mille personnes sont actuellement déplacées internes, dans le seul territoire de Beni, révèle son communiqué. Parmi les conséquences, des milliers de familles ne peuvent se « nourrir suffisamment, accéder à l'eau potable, à des soins de santé, et s'abriter des intempéries », a soulevé McLachlan-Karr. Il en appelle aux parties aux conflits à respecter impérativement leurs obligations et protéger les populations et les acteurs humanitaires. « Les Congolais doivent pouvoir vivre en paix » a conclu le coordonnateur humanitaire.

Bas-Uélé : une dizaine d'enfants meurent en un mois à cause de la grève des infirmiers (élu provincial) Deux femmes en couche ainsi qu'une dizaine d'enfants ont trouvé la mort en l'espace d'environ un mois dans le territoire de Poko à plus de 300 km au nord de Buta, province du Bas-Uélé. Pour la députée provinciale, élue de Poko, cette situation est consécutive à la grève des infirmiers décrétée il y a plus de 3 mois.

RDC : 2066 violations graves des droits de l'enfant déjà recensées en 2021, par la Monusco à travers son système de surveillance de violation des droits de l'enfant. Parmi les victimes, 644 filles et 1305 garçons ont été identifiés. Le chef de section de la protection de l'enfant de la Monusco à Goma, a ajouté que beaucoup de ces violations sont commises par les groupes armés. Ces derniers sont responsables de 957 cas de recrutement et utilisation d'enfants, 444 cas d'enlèvements et 293 cas de viols. Cet officier de la Monusco a invité le gouvernement à « rétablir la paix et la sécurité » dans les zones où règnent les tensions armées, afin d'offrir un environnement protecteur à tous les enfants.

Kongo-Central : plus de 100 détenus s'évadent de la prison centrale de Matadi. Deux hommes armés, en tenue civile, ont occasionné cette fuite. Ils sont parvenus à neutraliser les policiers qui étaient commis à la garde de cette prison. Sur 734 pensionnaires ayant répondu à l'appel, seuls 545 sont restés dans cette prison après l'incident. 180 sont introuvables.

Paris compte renforcer la diplomatie parlementaire avec la RDC. L'ambassadeur de la France ajoute que l'environnement, la gouvernance et la coopération dans divers domaines, notamment culturel, économique et l'aide au développement font aussi partie des grandes lignes de sa feuille de route. Le diplomate français, nouvellement accrédité en RDC, a aussi annoncé qu'une délégation du Parlement français est attendue à Kinshasa « dans les jours à venir ».

Un forum en ligne sur le développement prévu mercredi 24 novembre. Standard Bank organise ce mercredi 24 novembre 2021, sur la plateforme BlueJans un webinar intitulé "Forum des Partenaires du Développement" avec comme thème : Digitalisation des processus de paiement pour les bénéficiaires finaux. Le digital manager de l'agence Optimum estime que ce forum revêt une importance capitale d'autant plus qu'il permettra de doter les participants des connaissances et capacités nécessaires pour se mettre à l'ordre du processus de digitalisation qui n'épargne aucun secteur de la vie.

Kinshasa : des jeunes filles sensibilisées sur l'éducation sexuelle pour éviter des grossesses indésirables. Selon le coordonnateur de la Fondation Kinavuidi Mbuta Bolingo l'objectif de cette activité est de mettre en place des mesures préventives pour sauver des jeunes filles à ne pas devenir « précocement une fille mère ». A l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, la Fokimbo a réuni autour d'un échange des parents, enfants (filles et garçons) autour d'une même table pour débattre sur le thème : « Dialogue intergénérationnel entre parents et enfants sur l'éducation sexuelle, complétée dans la prévention de phénomène filles mères à Kinshasa. »

Nord-Kivu : le parlement d'enfants dénonce l'exploitation économique et sexuelle des enfants. « Les enfants sont vraiment exploités dans notre ville, surtout économiquement. Une personne adulte utilise l'enfant pour ses propres intérêts. C'est une situation que nous déplorons, et lorsqu'on parle de l'éducation, si on essaie un peu de faire le tour dans la ville de Butembo, il y a un bon nombre d'enfants qui ne sont pas à l'école à l'heure où nous parlons », a indiqué le président de cette structure. Il a fait savoir que cela est dû à plusieurs causes, notamment la pauvreté, la situation des enfants déplacés venus du territoire de Beni, mais qui ne parviennent pas à accéder à leur droit à l'éducation. De leurs côtés, la Solidarité des associations féminines pour les droits de l'enfant et de la femme et Femmes juristes pour les droits de la femme et de l'enfant, appellent à une vulgarisation des instruments juridiques de protection de l'enfant et à la sensibilisation des principes fondamentaux de droits de l'enfant.

Dimanche 21 novembre.

L'APLC engage un bras de fer contre la DGRK pour la protection des intérêts privés, estime Félicien Kuluta. « Ce bras de fer n'a pas d'autres fondements que la protection des intérêts privés de Solitec par l'APLC contre la DGRK. Notre contact avec l'APLC ne tourne qu'autour de Solitec et le prétendu détournement de 35 millions USD de relance ». Le directeur général de la DGRK précise qu'il n'y a jamais eu d'enquêtes au sein de son organisation. Il a rappelé que c'est l'Inspection général des finances qui est l'organe habilité à faire des contrôles sur la gestion des finances publiques.

Psychose à Bunia : la population appelée au calme et à vaquer librement à ses occupations (Gouverneur). Cela suite à une psychose qui gagne la population ces derniers jours sur des menaces d'attaque de la ville de Bunia et d'autres entités environnantes par les groupes armés. Selon l'Autorité provinciale, l'armée est en alerte et prête à intervenir devant toute éventualité. Quant aux détonations d'armes entendues la nuit de jeudi 18 novembre à Bunia créant une panique parmi la population qui croyait à une attaque des rebelles, le gouverneur de province de l'Ituri, fixe l'opinion qu'il s'agissait d'un bureau des opérations de la police nationale congolaise situé à l'Etat-Major de la PNC qui avait pris feu avec des armes et munitions qui s'y trouvaient.

Nord-Kivu : des chefs coutumiers alertent sur la présence des personnes inconnues sur la colline Buoye. « Les gens qui se trouvent sur cette colline, sont des gens que le groupement et le gouvernement ne connaissent pas. Ces gens-là arrivent avec leurs familles et s'installent par force. Ces gens entrent sur cette colline avec des effets militaires : armes, munitions et autres effets. Ce ne sont pas seulement les inconnus infiltrés qui habitent sur cette colline. Il y a d'autres groupes des Ougandais et des Fdlr qui y habitent aussi pour le moment ». Le Mwami Mulengezi Barthélemy a, recommandé au gouvernement congolais, de désarmer ces personnes après leur identification et de récupérer les armes se trouvant sur cette colline de Buoye. L'administrateur du territoire de Walikale dit attendre un rapport détaillé sur cette affaire, avant de transmettre ces informations à l'autorité provinciale pour une action.

Recensement de la population : l'UNFPA prêt à accompagner techniquement et financièrement la RDC. Pour le résident du Fonds des Nations unies pour la population en RDC, "on ne peut pas développer un pays sans disposer des données démographiques fiables". Concernant l'appui financier dans le processus du recensement annoncé par le gouvernement, l'UNFPA n'attend que la demande des autorités congolaises pour donner sa part et mobiliser les autres bailleurs internationaux à cet effet. En attendant le recensement, le représentant résident de UNFPA a, toutefois, indiqué que le taux de fécondité en RDC était d'une moyenne de 6 enfants par femme, et que ce pays était parmi les 3 premiers du monde à avoir le nombre d'enfants le plus élevé.

Goma : la FOSYNAT satisfaite de l'accord entre le banc syndical des enseignants de l'EPST et le gouvernement congolais. "La signature du protocole d'accord entre le banc syndical des enseignants de l'EPST et le gouvernement congolais, est une preuve d'engagement du gouvernement pour la réussite de la gratuité de l'enseignement en RDC, qui était autrefois utopique", a déclaré le 20 novembre à Goma la Force Syndicale Nationale/ Nord-Kivu à la conclusion des assises de Mbuela Lodges. Pour le président provincial de ce syndicat des enseignants, cet engagement pris par le gouvernement, va permettre de répondre à toutes les préoccupations des enseignants.

Kindu: des journalistes formés contre "la haine et le sexisme en ligne". Ces deux phénomènes ont été au centre d'un café blog organisé par l'ONG Habari RDC avec l'appui financier d'Internews et de la Suède. Cette formation étant participative, les journalistes ont donné leurs avis sur les moyens qui peuvent permettre de mettre fin à la haine et au sexisme en ligne. Il s'agit de faire prendre conscience à la société que ces phénomènes peuvent bruler toute une nation. Il faudrait également « par des plaidoyers, des campagnes, des actions diverses pousser les responsables de plateformes des réseaux sociaux à plus de modération pour qu'il n'est aucune haine, aucun message sexiste sur les réseaux sociaux », Pour le président de Habari RDC, « aujourd'hui tout le monde peut poster n'importe quoi sur les réseaux sociaux parce qu'il y jouit d'une liberté qu'il n'a pas ailleurs », voilà pourquoi, estime-t-il, il faudrait beaucoup plus de modération.

Kalemie : 200 enfants sensibilisés sur les droits de l'enfant. Pour l'Union des Jeunes de médias, l'objectif de cette sensibilisation était de promouvoir le respect et les droits de l'enfant. Elle s'est déroulée dans une ambiance d'échanges empreinte parfois des questions pleines de curiosité infantile auxquelles les sensibilisateurs ont su répondre.

Etat de siège: "Il faut des mesures d'accompagnement pour qu'il soit efficace". Le Parti Congolais pour le Progrès (PSP) pense que l'état de siège devrait être accompagné de la mise à niveau et de l'évaluation pour qu'il soit efficace. A cette occasion, le président national de ce parti membre de l'union sacrée, a appelé les jeunes à se démobiliser des groupes armés et les acteurs politiques à cesser de manipuler ces groupes de rebelles. Par ailleurs, il a fait un plaidoyer auprès du Président de la République, pour que les troupes sur le terrain soient contrôlées de la bonne manière : " Les

militaires qui rentrent dans les activités illégales devraient être punis de la manière la plus exemplaire, les troupes doivent être remplacées régulièrement, pour qu'il n'y ait pas des « chefs coutumiers » dans les zones minières. Surtout, ceux qui doivent bénéficier de la solde, qu'ils le soient concrètement. Donc assainir le secteur de telle manière que les prestations de nos troupes sur le terrain soient profitables à la population ».

Exploitation minière illicite à Mwenga : la plateforme "Soutenons Vital Kamerhe" demande à la justice de se saisir du dossier. Pour le président de cette plate-forme, la justice devrait se saisir de ce dossier épineux "Nous demandons que le gouvernement, le ministre des mines, puisse mettre de l'ordre dans ce dossier de l'exploitation illicite des minerais dans le territoire de Mwenga. Nous refusons de compter encore des morts dans notre province, à cause de l'exploitation illicite de nos minerais. Nous demandons au gouvernement de prendre ce problème au sérieux ». Il a, par ailleurs, sollicité pour la énième fois la libération de Vital Kamerhe, président de leur parti politique.

Kindu : la communauté Nande lance une collecte des fonds pour les victimes de Beni et d'Irumu. La communauté Nande, réunie au sein de l'association Kyghanda Yira, vivant à Kindu, a lancé le 20 novembre une campagne de collecte des fonds et des biens en faveur des victimes et orphelins des massacres de Beni et Irumu. Le démarrage de cette campagne s'est fait lors d'une messe de requiem dite en la cathédrale du Saint Esprit en mémoire des victimes de ces massacres, suivi d'un concert de paix. Ces fonds et biens seront collectés durant 14 jours.

Beni : la population de Kyondo refuse la présence des casques bleus, la Monusco l'appelle à ne pas céder aux rumeurs. Certains jeunes habitants de la commune ont empêché les soldats de la paix de circuler. Ils ont érigé des barricades et allumé le feu aux points chauds de la commune, alors que ces casques bleus répondaient à une alerte sur une possible attaque d'un groupe armé dans la zone. Selon plusieurs sources, les manifestants soupçonnaient les casques bleus d'être de connivence avec les groupes armés qui, depuis plusieurs semaines, multiplient les menaces sécuritaires dans la zone. Le chef de bureau intérimaire de la Monusco dans la région de Beni-Butembo-Lubero, a expliqué que les casques bleus en provenance de Butembo étaient en patrouille en accord avec les Fardc, après avoir reçu plusieurs alertes des menaces d'attaque des groupes armés dans la zone. Les autorités en avaient été informées, également. Il appelle la population à ne pas céder aux rumeurs et à faire confiance à la Monusco qui travaille avec les autorités congolaises afin de rétablir la paix. Le bourgmestre de la commune de Kyondo n'a pas encore réagi au sujet de ces tensions.

Djugu : 6 personnes tuées lors des affrontements entre les combattants de Codeco et du Zaïre, dans les localités de Mba et Jaibu dans le groupement Jaiba, territoire de Djugu. Ces éléments de la Codeco venu des villages de Jiba et D'zna avaient comme objectif de pourchasser les combattants de Zaïre. Ces derniers, qui se réclament être un groupe d'auto-défense, étaient dans les localités de Mba et Jaibu, en train de tracasser la population locale. Les Fardc basées à Bule et Langu sont intervenues pour rétablir l'ordre. Ces combats ont occasionné un mouvement de la population.

La sur-taxation est une barrière à la création d'entreprise (sommet sur le numérique au Kivu). La sur-taxation et l'accès difficile aux mécanismes de financement font partie des barrières qui empêchent les jeunes d'entreprendre et de créer des entreprises. Ceci ressort des travaux de la troisième édition du sommet sur le numérique au Kivu, tenu samedi 20 novembre à Bukavu. Organisée par l'incubateur KivuTech, cette édition avait pour objectif d'encourager et inciter les jeunes à entreprendre particulièrement dans le numérique. Lors de ce sommet, le projet d'un jeune sur une clôture électronique, qui consiste à border les 4 coins d'une parcelle avec un dispositif sécuritaire invisible a remporté le prix KivuTech 2021. Il a été plébiscité par le public et par un jury indépendant.

Mbuji-Mayi : inauguration du centre de formation pour filles mères et désœuvrées. Ce nouveau centre de formation en coupe et couture installé dans la commune de Bipemba va offrir une formation gratuite aux filles mères et filles désœuvrées. L'ouverture de ce centre est une réponse à l'autonomisation de la fille mère et celle désœuvrée. Après l'étape d'apprentissage de 3 mois, un kit de réinsertion sera remis aux bénéficiaires de la formation.

Sama Lukonde : « La vaccination nous permettra de sortir de la pandémie de COVID-19 ». « Le message que je voulais faire passer c'est l'appel du Président de la République, qui, justement par rapport à cette lutte contre la pandémie, a appelé la population, en tout cas les plus vulnérables, à se faire vacciner parce que ça fait partie des campagnes qui peuvent nous permettre de sortir de cette pandémie qui ne fait qu'endeuiller la population congolaise », a déclaré le Premier ministre.

Prison centrale de Matadi : le bilan des évadés passe 180 à 204. Après un état des lieux 21 novembre, la directrice adjointe de ce centre pénitentiaire annonce qu'il ne s'agit plus de 180 détenus qui se sont évadés, mais plutôt de 204. Elle indique que nombreux sont « des criminels de grand chemin ». Ces évadés sont majoritairement ceux qui semaient « la terreur et la désolation en milieu de la population de la ville de Matadi », a-t-elle renchéri. Le maire de la ville de Matadi, pour sa part, appelle la population à ne pas céder à la peur. En dehors des 6 évadés qui ont été appréhendés le même samedi dans les encablures de la prison, deux autres viennent d'être arrêtés à Kimpese.

Nord-Kivu : un éco garde tué lors d'une attaque de leur position à Mikena. Les assaillants sont identifiés par l'armée comme des présumés ex-rebelles du M23 qui se seraient retranchés vers les collines de Gahinga. Cette attaque intervient après celle de la Chanzu, le 8 novembre courant attribuée à ces mêmes rebelles. Ces rebelles seraient venus de la colline de Mikeno, précisément de Gahinga où ils se seraient retranchés avec comme objectif d'attaquer, précise la même source.

Deux autres éco gardes manquent à l'appel. Ces hommes armés ont aussi emporté des biens. Cette même source estime que les assaillants seraient de toute évidence venus pour se ravitailler avant de se retirer.

Lundi 22 novembre.

La Synergie des syndicats des enseignants du Congo appelle à la reprise des activités ce lundi. « Les travaux paritaires se sont clôturés à Kisantu par des recommandations en termes des promesses. La grève des enseignants qui a fait près de deux mois donne un signal fort au Gouvernement, qui doit savoir désormais surveiller les politiques publiques. Surtout les engagements que le gouvernement prend. Nous allons avec tous les enseignants de la République utiliser tous les moyens pour que le projet du barème issu de ces assises soit appliqué. Et l'assemblée générale du 20 novembre tenue à Kinshasa, a pris la résolution d'observer une trêve. Et tous les enseignants du primaire et du secondaire respectueux du mot d'ordre de grève vont reprendre les activités dès ce lundi et les enseignants demandent au ministre de tutelle de réaménager le calendrier scolaire pour ne pas pénaliser les élèves », a lancé le secrétaire général de cette synergie. La signature du protocole d'accord entre le Banc syndical des enseignants de l'EPST et le gouvernement congolais, est une preuve d'engagement du gouvernement pour la réussite de la gratuité de l'enseignement en RDC, qui était autrefois utopique. Cette réaction est enregistrée dimanche 21 novembre à Goma, auprès de la Force syndicale nationale.

Sud-Kivu : les écoles appelées à organiser les assemblées générales des parents avant de fixer le montant des frais scolaires. Cette exigence de la ministre provinciale de l'EPST, est contenue dans un communiqué rendu public le 20 novembre. Selon ce communiqué, les frais scolaires doivent être fixés de manière concertée entre les parents et les chefs d'établissements. Des frais pour l'année en cours compris entre 3 et 90 USD ou l'équivalent en FC. Des parents avaient émis leurs craintes de voir les gestionnaires d'écoles ne retenir que le plafond de 90 USD. Voilà pourquoi, la cheffe de l'ESPT préconise l'organisation des assemblées générales des parents avant toute fixation du montant par les écoles.

Kinshasa : la police empêche le sit-in du CALCC, MILAPRO et certains partis politiques devant la Ceni, pour exiger l'indépendance de cette institution d'appui à la démocratie. Les voies menant au siège de la Ceni dans la commune de la Gombe sont quadrillées par les forces de l'ordre. Les agents de sécurité filtrent les entrées dans les périmètres du siège de la Ceni. Le Conseil de l'apostolat des laïcs catholiques du Congo, le ministère des Laïcs Protestants, ainsi que les Forces sociales et politiques de la nation avaient confirmé le maintien de leur sit-in ce lundi devant le siège de la Commission électorale nationale indépendante à Kinshasa et dans tous les bureaux de la Ceni, dans les provinces de la RDC. Ce sit-in vise à « revendiquer la tenue d'un processus électoral crédible et transparente, la suppression de la taxe RAM, l'amélioration de condition de vie de la population ainsi que l'effectivité de la gratuite de l'enseignement ». « **Il n'y a eu ni mort, ni blessé** », selon la Police. « Nous avons travaillé dans la discipline et dans le professionnalisme. La Police a pris des dispositions pour éviter des débordements », a fait savoir le Commissaire provincial de la Police de la ville de Kinshasa. « Nous avons isolé le site de la Ceni. Il y a eu plus de peur que de mal. La situation s'est passée sans couac. Les journalistes étaient là et les membres des droits de l'homme étaient là. Il n'y a rien à cacher ».

Ituri : Drodro passe aux mains des combattants d'URDPC/Codeco, depuis l'après-midi du dimanche 21 novembre, après des affrontements avec les Fardc. Drodro est situé à environ 60 kms de Bunia dans la chefferie de Bahema Nord en territoire de Djugu, province de l'Ituri. Les combattants ont incendié plusieurs maisons, révèle la société civile locale. **L'armée récupère le centre de Drodro, 24 heures après son occupation par les miliciens** « Drodro et tous ses environs sont passés sous contrôle des Fardc. Nous continuons ce matin 22 novembre avec les opérations de poursuite mais aussi nous fouillons la zone. Pour le moment, il y a douze corps que nous avons retrouvé ce matin ».

Bunia : ouverture imminente du procès du policier ayant abattu son compagnon d'armes. Vers 13 h 30 le samedi 20 novembre, des coups de feu ont été entendus dans le quartier Bakogolo, à Bunia. Deux policiers se disputaient pour une femme. Cette dispute a dégénéré. L'un des policiers a roué de coups son compagnon d'armes, le blessant au niveau à la tête. Ensuite : « par deux fois, il a tiré sur son compagnon, mais sans atteindre. C'est alors que, l'autre policier a tiré à son tour pour se défendre et a tué son compagnon ».

Sud-Kivu : un policier tué et cinq Chinois enlevés par des combattants armés à Mukera. « La nuit du 20 au 21 novembre, un groupe d'hommes a attaqué un campement de Chinois à plus ou moins 4 kms de Mukera. Ces hommes

armés ont réussi à enlever cinq Chinois, après des échanges de tirs avec des policiers qui assuraient la sécurité de ces Chinois. Pour le moment, nous avons réussi à sécuriser neuf Chinois qui sont dans un lieu sûr, mais, nous déplorons cet incident », a décrit le porte-parole des Fradc, du secteur opérationnel Sukola 2 au Sud Kivu.

Nord-Kivu : deux positions des Fardc attaquées par de présumés rebelles M23 à Rutshuru. Ce sont les positions de Ngugo et Nyesisi, situées vers la frontière entre la RDC et le Rwanda, dans l'est du groupement Rugari. Ces deux positions, avec un faible effectif de militaires commis à la sécurité des frontières, ont été incendiées par ces assaillants qui seraient ensuite, partis vers une destination inconnue. C'est la troisième attaque attribuée aux présumés rebelles M23 dans la zone, depuis les 2 dernières semaines. Ce, après celles de Runyoni et d'une position de l'ICCN à Bukima.

Tanganyika : 13 femmes souffrant du cancer du sein et de col de l'utérus prises en charge gratuitement à Kongolo. Cette prise en charge a été initiée par l'Association, renouveau, émergence dans la paix et le social et (AVGK), partenaires de l'hôpital général de référence local. Trente femmes des associations actives dans les secteurs et les autres chefferies du territoire de Kongolo, ont été ciblées par cette sensibilisation. L'objectif étant de « prévenir les femmes du danger que représente le cancer ». Cette consultation a permis au médecin de l'hôpital général de Kongolo de lancer un appel aux femmes au « dépistage précoce de la maladie ».

Kinshasa : grève des transporteurs privés pour dénoncer de « nombreuses tracasseries sur la route ». La circulation était perturbée cet avant-midi dans plusieurs coins de la capitale, à la suite de la grève décrétée ce 22 novembre par les transporteurs de taxi. Les taximen ont pris la résolution d'arrêter le travail pour dénoncer les « multiples tracasseries des policiers et des agents du service de transport ».

Insécurité à Beni : la population appelée à collaborer avec les forces de défense et de sécurité, pour « faciliter les opérations de protection des civils », dans la région de Beni au Nord-Kivu. En effet, des jeunes ont empêché, samedi 20 et dimanche 21 novembre, des Casques bleus de la Monusco d'intervenir alors qu'ils tentaient de répondre à une « alerte sécuritaire » à Kyondo. « Lorsque nous voyons les Fardc ou les Casques bleus qui sont dans une mission de protection, nous devons être en mesure de collaborer avec ces forces afin que nous puissions trouver notre protection. Mais lorsque nous barrons la route à tous ceux qui peuvent venir nous secourir, l'ennemi peut en profiter et malheureusement, c'est nous qui en sortons encore une fois perdants », a déclaré le vice-président de la société civile du Nord-Kivu. Il a insisté sur le fait que la population doit faire preuve de vigilance et pas d'amalgame.

Sama Lukonde « déterminé à mener un combat acharné contre le terrorisme ». Sama Lukonde et la délégation du Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT) ont échangé sur des questions liées au renforcement des moyens de lutte contre le terrorisme, notamment la Loi antiterroriste et la stratégie nationale de lutte contre ce fléau qui endeuille des communautés à travers divers pays du continent dont la RDC. Les provinces prioritaires concernant la lutte contre ce fléau sont notamment le Nord-Kivu, l'Ituri, le Maniema et le Tanganyika.

Kasai-Central : environ 624 viols sur mineurs répertoriés depuis le début de l'année. Le coordonnateur de la Ligue de la zone Afrique pour les droits des enfants et élèves (Lizadel), indique qu'une prise en charge holistique et juridique est déjà envisagée pour les victimes répertoriées dans les zones de de Katoka, Tshibala et Tshimbulu et ajoute que les responsables de ces viols sur mineurs, sont principalement des voisins.

Equateur : vive tension entre deux communautés à Djombo à la suite de la suspension d'un chef de secteur. Les deux communautés Ngombe et Mongo s'affrontent avec des fusils de chasse et à l'arme blanche. Des témoins indiquent que des blessés graves sont enregistrés et que plusieurs maisons ont été incendiées. Le conflit serait lié à la suspension du chef de secteur, de la tribu Ngombe, qui aurait instrumentalisé ses frères contre son intérimaire et sa communauté Mongo.

Beni : un mort dans une double attaque des rebelles ADF à Banande Kainama. Selon des sources de la société civile locale, la première attaque a eu lieu à Mwenda, dans le secteur de Ruwenzori. Des présumés ADF venus du parc des Virunga ont tué une personne, blessé une autre, pris un enfant en otage et ils ont pillé certaines maisons d'habitation. A Kainama, ce sont les localités Kakuka et Kingamuviri qui ont été attaquées au cours de la même nuit par des hommes armés, a-t-il précisé. La société civile de Kainama, parle de plusieurs personnes portées disparues après cette attaque et de plusieurs maisons incendiées.

Mardi 23 novembre.

Maniema : 199 cas, dont 19 décès, d'une maladie semblable au Monkey Pox enregistré dans le territoire de Kibombo. « Selon les investigations, il semblerait qu'un chasseur a amené un singe mort qui avait des éruptions de boutons. Lorsque les habitants ont consommés ce singe il y a eu éruption généralisée de boutons sur tout le corps ainsi

que la fièvre et les gens commençaient à mourir petit à petit », a expliqué le ministre provincial de la Santé qui dit toutefois attendre les résultats du laboratoire pour confirmer ou pas s'il s'agit de Monkey Pox. La province fait également face à l'épidémie de rougeole qui a déjà touché les zones de santé de Kunda, Kasongo et Lusangi. « Pour le cas de Monkey Pox, ça fait deux jours que la zone n'a pas enregistré de nouveaux cas. Mais pour le cas de rougeole, chaque jour on est en train d'enregistrer de nouveaux cas. » Sans les partenaires, la province n'est pas à mesure de pallier ces problèmes.

Bunia : plus de 220 détenus bénéficient des soins gratuits de la Monusco. Deux cent vingt-sept détenus dont cinquante-deux femmes présentent des signes de « pneumonie et maladie respiratoire aigüe et fièvre typhoïde. Les pensionnaires de cette prison ont été en effet testés et traités gratuitement, par une équipe médicale de la section d'appui à la justice de la Monusco qui a remis un kit de médicaments aux gestionnaires pour renforcer la prise en charge des malades.

Bunia : près de 50 personnes participent aux travaux sur l'élaboration d'un plan provincial sur la femme, paix et sécurité. Cette activité est initiée par l'ONU-femme/Nord-Kivu en partenariat avec le gouvernement provincial de l'Ituri. Près de cinquante hommes et femmes, membres du gouvernement, de la société civile, de la presse et du secteur privé participent à l'élaboration de ce plan qui va constituer une feuille de route pour l'implication de la femme au mécanisme de paix en Ituri. Pour la conseillère genre du gouverneur, tout le monde devrait s'approprier ce document officiel en projet pour appuyer et orienter les actions des femmes dans la pacification de l'Ituri.

Kongo-Central : la synergie des syndicats des enseignants appelle à la reprise des activités scolaires ce mardi. « Les enseignants du Kongo-Central, vu les pistes de solution qui du reste sont encore des promesses, du gouvernement, compte tenu des résultats obtenus à Mbuela, même s'ils sont encore évasifs, les enseignants du Kongo-Central réunis en assemblée générale décident d'observer une trêve à partir de ce jour et demandent à tous les enseignants du primaire et du secondaire, de reprendre les activités scolaires à partir de ce mardi 23 novembre », a expliqué le porte-parole de cette synergie. Cette trêve a été décidée en attendant l'aboutissement dans un bref délai, des résolutions obtenues aux négociations de Mbuela.

Kindu : reprise des cours dans les écoles catholiques. Cette reprise intervient après les appels répétés de l'autorité provinciale aux enseignants et autres cris d'alarmes de différentes organisations de la place. Les cours ont certes repris mais certains parents déplorent le fait qu'on puisse encore parler de « l'appui » qu'ils doivent apporter aux enseignants non-inscrits sur les listes de paie communément appelés nouvelles unités (NU) et les enseignants payés (NP), aux termes des négociations de Mbuela Lodge. « Nous voyons qu'il y a une charge qui est en train de revenir sur notre dos »

Nord-Kivu : déplacement des habitants des groupements Ikobo et Sud-Lubero à la suite des affrontements entre Guidon et Kabidon. Les accrochages opposant les hommes de Nduma pour la défense du Congo, de Guidon Shimirayi à ceux du Front patriotique pour la paix de Kabidon ont occasionné un déplacement massif des populations depuis le 21 novembre dans le groupement Ikobo, territoire de Walikale (Nord-Kivu). Ces accrochages se seraient étendus lundi au sud du territoire de Lubero. Kilambo, Kaimbi, Kishongya, Bushalingwa et Ngerere, se sont vidés de leurs habitants.

Attaques de Drodro : le caucus des députés de l'Ituri appelle le gouvernement à initier une enquête. Le Caucus des députés de l'Ituri, estime que l'Etat doit sanctionner les auteurs de ces attaques. Les Fardc ont récupéré lundi le centre de Drodro occupée dimanche après-midi par les éléments du groupe armé Codeco. L'armée avance un bilan provisoire de douze civils tués, en majorité des déplacés. Un mouvement important de la population est observé dans la région.

Attaques de Drodro : « L'armée continue à assurer la sécurité dans cette partie du pays » (P.Muyaya). Selon des sources sécuritaires, le bilan de cette incursion est revu à la hausse : au moins 22 morts et plusieurs maisons incendiées. Les Fardc, dont les positions ont été renforcées, ont réussi à déloger les assaillants qui constituaient toujours une menace à la périphérie de Drodro. De nombreux habitants qui ont fui à Roe et Largu, n'ont pas encore regagné leur milieu. **David Mc Lachlan-Karr condamne les nouvelles attaques contre les civils en Ituri.** Le coordinateur humanitaire en RDC se dit « extrêmement » inquiet de la multiplication des violences qui, ces derniers mois, ciblent les populations civiles et les sites dans lesquelles les personnes trouvent refuge dans la province de l'Ituri. Entre vendredi 19 et dimanche 21 novembre, le site de personnes déplacées de Tche dans le territoire de Djugu en Ituri, abritant près de 3 700 personnes, a été attaqué. Le village de Drodro et le site de personnes déplacées installées dans l'enceinte de l'église ont également été pris pour cible, causant la fuite de plus de 16 000 personnes vers la localité voisine de Roe. En l'espace de 48 heures, le site de personnes déplacées de Roe, qui comptait initialement plus de 21 000 personnes, et ses alentours ont accueilli près de 50 000 nouveaux arrivants, a-t-il précisé. L'accès humanitaire s'est réduit de manière considérable ces dernières semaines dans le territoire de Djugu, entraînant la suspension des mouvements de 17 organisations humanitaires et affectant l'accès de près de 320 000 personnes à une aide vitale et urgente à Drodro,

Fataki, Nizi, Lita, Bambu et Mangala. «J'en appelle aux autorités congolaises afin qu'elle redouble d'effort pour assurer la protection des populations civiles», a-t-il conclu.

Beni : les membres du comité de protection civile formés sur les mécanismes d'alerte en cas de menace sécuritaire. Une vingtaine de membres du comité de protection civile de la commune de Beu, dans la ville de Beni ont participé le 22 novembre à une séance de renforcement des capacités sur les mécanismes efficaces d'alerte en cas de menace sécuritaire. Cette formation est organisée par la section des Affaires civiles de la Monusco/ Beni.

Sud-Kivu : manifestation des réfugiés burundais après l'attaque dans leur site par des Maï-Maï à Lusenda. Ces manifestations font suite à l'incursion dans le camp de Lusenda le week-end dernier d'un groupe des miliciens Maï-Maï. Au cours de cette incursion, un réfugié burundais, gardien des vaches a été tué et ses bétails emportés. Les réfugiés demandent qu'ils soient rapatriés dans leur pays ou qu'ils soient délocalisés dans un territoire autre que celui de Fizi.

Sud-Kivu : 4 morts, 15 000 USD et une importante quantité de l'or emportée dans une attaque à Mwenga. L'attaque a eu lieu dimanche 21 novembre au centre de Kamituga. Des bandits armés, se présentent simultanément devant deux maisons d'achat de l'or. Ils réussissent à dévaliser les négociants et emportent 15 000 usd et une importante quantité de l'or. Dans leur cavale, ils étaient tombés sur les Fardc. Dans des échanges des tirs, deux bandits et deux soldats sont tués.

Beni : la justice militaire instruit le dossier de l'officier supérieur Fardc à la base des échauffourées à l'institut Bungulu. L'auditorat militaire de garnison de Beni poursuit l'officier pour « coups et blessures volontaires et arrestations arbitraires ». L'officier accompagné de son garde du corps s'était rendu dans cette école pour récupérer de force le téléphone de son enfant, saisi l'année dernière, par le préfet de discipline. L'usage des téléphones portables est en effet interdit dans l'établissement scolaire pendant les heures cours. Selon des témoins, une fois dans l'enceinte de l'école et sans s'adresser aux responsables, s'était introduit dans la salle de classe où étudie son enfant. Il se serait mis à tabasser un enseignant trouvé sur place. Ce qui a déclenché la colère des élèves qui se sont soulevés. Des échauffourées s'en sont suivies, même avec des policiers venus pour rétablir de l'ordre. Bilan : cinq policiers et 5 enfants blessés. La cour militaire du Nord-Kivu siègera prochainement en audience foraine à Beni pour juger cet officier de l'armée congolaise. **Beni : pas d'activités scolaires dans la sous-division de l'EPST.** Les syndicats des enseignants ont décidé de suspendre les cours jusqu'à ce que le militaire soit jugé et estime qu'un procès public est nécessaire pour servir d'exemple.

Nord-Kivu : les Fardc renforcent leur présence à Rutshuru pour faire face aux présumés rebelles M23. L'armée affirme poursuivre l'opération de ratissage de la zone, mais nombreux villages restent vidés des leurs populations. L'armée a « renforcé ses artilleries », dans les zones de Mbuzi, Chanzu et Ngugo, entre autres, pour « poursuivre les assaillants en profondeur ». Ces présumés rebelles, après leurs forfaits se seraient repliés vers le Parc national des Virunga, vers la frontière avec le Rwanda et où ils sont pour l'instant poursuivis par l'armée.

Mai-Ndombe : mise en garde de l'inspecteur principal à ses subalternes sur le contrôle des dossiers des élèves finalistes. Pour l'inspecteur principal provincial de Mai-Ndombe, ce contrôle est gratuit, de surcroît le récalcitrant sera sévèrement puni conformément aux dispositions légales du législateur congolais. Le contrôle des dossiers des élèves finalistes par les inspecteurs est l'une de leurs activités de routine et ne doit faire objet d'aucun paiement.

Pénurie d'eau en RDC : le DG de la Regideso a 48 heures pour répondre aux préoccupations des députés. Devant la commission Aménagement du territoire, infrastructures, poste et nouvelles technologies de l'information et de la communication, lundi 22 novembre, à l'Assemblée nationale, les députés ont jugé inacceptable que la population soit privée d'eau alors que le pays se compte parmi les plus riches au monde en eau douce. A en croire les députés nationaux, 30% seulement de la population congolaise ont accès à l'eau potable, alors que la Regideso ne cesse de surfacturer la population sans améliorer la situation. Avant de solliciter 48h, le DG de la Regideso, a justifié la pénurie d'eau par manque d'électricité, argument traité de fantaisiste par les députés.

Congo Hold-Up : la BGFI Bank s'est engagée à rembourser le montant de 43 millions USD utilisés. « Pour ce qui concerne la BGFI Bank, il y a eu des discussions, entre l'IGF, la BCC et la BGFI, des faits qui se produisaient, il faut dire il y a deux ans. Ils l'ont reconnu, et il y a un accord. Aujourd'hui la banque s'est engagée à rembourser la somme de près de 43 millions de dollars qui a été utilisée.», a expliqué le ministre des Médias, porte-parole du gouvernement. Il a ajouté que la ministre de la Justice a saisi le parquet pour instruire ce dossier. « Congo Hold-up » est le titre de cette enquête qui porte sur des révélations des présumés détournements des fonds estimés, selon cette enquête, à 138 millions de dollars, au bénéfice notamment des proches de l'ancien Président Joseph Kabila. Cette enquête incrimine aussi la BGFI Bank.

Kinshasa : les chauffeurs taxis et taxis-bus en grève pour dénoncer les tracasseries routières. Selon eux, les policiers arrachent les plaques d'immatriculation sans raison valable et les agents du ministère des transports inventent des infractions même si les chauffeurs présentent tous les documents de bord. Cette situation a poussé la majorité d'entre eux à observer un mouvement de grève lundi 22 novembre rendant la circulation difficile dans la ville.

La Zambie et la RDC déterminées à résoudre leur différend frontalier au niveau du Tanganyika.² Les deux Présidents ont mis un accent sur la situation du poste frontalier de Kasumbalesa qui souffre d'absence d'infrastructures et d'une organisation commune efficiente à la base. Ils ont réaffirmé la nécessité de mise en commun des énergies et des moyens pour la construction des infrastructures, des ponts, des routes... pour le bien des peuples congolais et zambiens.

Mercredi 24 novembre.

Meurtre des experts de l'ONU : les 54 prévenus accusés de mouvement insurrectionnel et crime de guerre. Le ministère public a décidé de charger les cinquante-quatre prévenus accusés dans ce dossier de mise à mort de Zaida Catalan et Michael Charp. Trente-deux sont poursuivis contradictoirement et vingt-deux par défaut. Sur les sept préventions retenues contre eux, l'organe de la loi a abordé le mouvement insurrectionnel, l'association des malfaiteurs et les crimes de guerre par meurtre. Si la première, qualifiée par le ministère public comme une violence collective qui est une infraction punie par le code pénal militaire, l'organe de la loi a aussi soutenu que ces personnes sont accusées pour l'association des malfaiteurs, une deuxième prévention retenue contre elles. Le fait pour ces accusés de se mettre ensemble dans une bande, donc une milice jusqu'à occasionner la mort de deux experts de l'ONU constitue une infraction établie, selon le parquet militaire. Abordant les crimes de guerre par meurtre comme la troisième prévention, l'officier du ministère public a expliqué que cette infraction est également prévue et punie par le code pénal congolais. Le ministère public y reviendra à l'audience prochaine.

Kinshasa : la Commission défense et sécurité de l'assemblée nationale plaide pour « l'augmentation du budget des forces de sécurité, des services de renseignements et de sécurité ». Les responsables de l'armée, la police, la DGM, de l'ANR, et de la DEMIAP ont travaillé avec la commission pour qu'une meilleure prise en charge soit allouée aux militaires et policiers notamment en vue de leur permettre de donner un meilleur rendement sur le terrain, a expliqué, président de la commission défense et sécurité. « Pour la commission, il est temps d'être sûr que notre armée a les moyens qu'il faut ».

Butembo : le REDHO se réjouit de la reprise des audiences foraines, après six mois d'arrêt. Selon l'ONG Réseau pour les droits de l'homme, depuis l'état de siège décrété en mai dernier, les audiences ne se tenaient plus. Le nombre des prévenus restés sans jugement ne faisaient qu'accroître, gonflant ainsi les effectifs des pensionnaires dans la prison centrale de Butembo. Pour l'ONG, avant l'état de siège, la prison centrale de Kakwangura à Butembo, n'avait jamais atteint 700 détenus comme à ce jour. Elle a déploré que nombreux innocents continuent à croupir dans cette prison. En plus des aspects juridiques, l'absence de jugement des prévenus a aussi des conséquences sanitaires : « cela entraîne beaucoup de cas de maladies. Plus de 42 détenus sont gravement malades et en trois semaines, il y a eu trois morts ».

Kisantu : un enseignant meurt craie à la main dans une salle de classe. Un enseignant s'est écroulé lundi 22 novembre devant ses élèves pendant qu'il dispensait un cours dans la classe de 7^{ème} année de l'enseignement de base, au collège Kubama, cité de Kisantu, territoire de Madimba (Kongo-Central). Agé de 68 ans, il laisse une veuve et des orphelins.

Beni : 1 mort et 9 portés disparus à Oicha à la suite d'une attaque armée. Le bourgmestre de la commune d'Oicha, a expliqué que la police et l'armée qui étaient en patrouille ont fait face à un groupe d'hommes armés qui ont envahi ce quartier. Ces assaillants ont tué un civil et enlevé neuf autres. Pour l'instant, un calme s'observe dans la commune d'Oicha. L'armée et la police contrôlent la situation, a ajouté le bourgmestre.

Kinshasa : formation des magistrats civils et militaires à la justice transitionnelle. Cet atelier, organisé avec le concours du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH), est axé, entre autres, sur un échange d'expériences entre les magistrats civils et militaires, le renforcement des capacités de ces magistrats sur la dimension des poursuites judiciaires comme premier pilier de la justice transitionnelle. Le directeur du BCNUDH a déclaré, que cette formation intervient pendant une période « charnière ». C'est-à-dire, au moment où la RDC a plus que besoin de toutes les ressources pour tourner définitivement la page du « cycle des violences », qui ont endeuillé et continuent d'affecter certaines parties du pays. La clôture de ce séminaire est prévue ce 24 novembre au ministère de la justice.

Kinshasa : « il faut beaucoup d'efforts pour recouvrer les avoirs dissimulés pour lesquels il y a eu des condamnations judiciaires » (CENAREF) L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) organise avec la Cellule nationale des renseignements financiers (CENAREF) un atelier de formation, depuis le 22

novembre ici à Kinshasa, à l'intention des magistrats. Les participants à cette formation sont en train d'être outillés sur des matières relatives notamment au rôle du renseignement financier et du recouvrement des avoirs criminels, aux bonnes pratiques, au cadre législatif du blanchiment des capitaux. Ils réfléchissent également sur le traçage des flux financiers et l'analyse des revenus non légitimes, les poursuites pénales pour le blanchiment d'argent et produits du crime, a précisé l'avocat général Adler Kisula Betika. La conseillère à la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe pense qu'il faut aller au-delà de la condamnation : « Il faut que le criminel soit dépossédé des produits de ses infractions commises »

Maniema : SOS de la Snel qui fonctionne au ralenti. Le chef du centre de distribution régional du Maniema, qui a lancé ce SOS, a indiqué que "l'électricité est un vecteur de développement, mais au Maniema, la Snel n'assure pas un fonctionnement qui puisse garantir un tel résultat". Il sollicite soit la réhabilitation de la centrale hydraulique de Rutchurukuru, soit la construction de sa propre centrale pour lui permettre de desservir correctement ses abonnés. Au Maniema les infrastructures de production d'électricité qu'utilise la Snel appartiennent à l'entreprise minière Sakima. Or la Sakima n'a qu'une machine et cette machine-là ne peut que desservir Kalima et Kindu d'une manière précaire.

Goma : 52 familles affectées par les conflits armés assistées par une organisation de la Capoeira sociale. Cette structure encadre près de 700 jeunes à travers le sport de la Capoeira Sociale. Selon le coordinateur de cette organisation, cette aide vise à répondre aux besoins urgents de ces familles qui ont été en plus affectées par l'éruption du volcan Nyiragongo de mai dernier. Chacune de ces 52 familles a pu bénéficier d'un kit contenant notamment la nourriture, quelques vêtements et chaussures, des bouteilles d'eau et des médicaments. Cette distribution s'inscrit dans un projet de Gingando Pela Paz soutenu, notamment, par la Monusco et l'association mondiale des amis de l'enfance (AMADE).

Maniema: "Les indicateurs en rapport avec les droits des enfants sont au rouge" (Division provinciale). Plusieurs raisons, expliquent cette situation notamment, le mariage précoce, l'utilisation des enfants dans les mines et la consommation des boissons alcoolisées par des mineurs. « Face à la perturbation climatique, calamités naturels ayant tout emporté, la recrudescence des groupes armés, la pandémie à Covid-19, des grèves des enseignants et personnel de santé nous ont causé des plaies incurables, justifiées par les échecs en masse lors du TENAFEP et exetats année 2029-2020 ».

Butembo : deux positions de l'armée visées par des attaques des combattants Maï-Maï. La première attaque, a eu lieu le 23 novembre. Des Maï-Maï ont pris d'assaut la position militaire basée à la barrière de Cujeki, à une dizaine de kms de Butembo. Après échange des tirs, trois soldats ont été tués et leurs armes récupérées par les assaillants. Ce 24 novembre, un autre groupe des combattants a attaqué la position militaire installée sur la colline Marungu au quartier Mukalangirwa dans ville de Butembo. Un assaillant a été tué et plusieurs autres blessés, selon des sources militaires.

Congo Hold-Up : le dossier de BGFI BANK est en instruction pré-juridictionnelle au parquet général près la Cour de cassation. Des sources judiciaires ont annoncé mercredi 24 novembre que "le dossier BGFI BANK de plus de 43 millions dollars illicitement logés au compte de la société privée Égal avec l'implication de plusieurs ministres est déjà en instruction pré-juridictionnelle." Cette affaire a été mise sur la place publique à la suite des révélations de « Congo Hold-up ». « Congo Hold-up » est le titre de cette enquête menée par Mediapart avec EIC et ses partenaires, dix-sept médias dont RFI et cinq ONG. Elle porte sur des révélations des présumés détournements des fonds estimés, selon cette enquête, à 138 millions de dollars, au bénéfice notamment des proches de l'ancien Président Joseph Kabila. Cette enquête incrimine aussi la BGFI Bank.

Kinshasa : Ouverture de DRC Africa Business Forum. L'objectif du forum est de « développer une chaine de valeurs autour de l'industrie des batteries et des véhicules électriques mais aussi pour des énergies renouvelables », selon Julien Paluku, la RDC est la meilleure destination dans le domaine des batteries électriques. Le ministre de l'Industrie a rappelé qu'une étude de Bloomberg démontre clairement que pour investir dans le secteur des batteries électriques aux Etats-Unis, le cout est estimé à près de 117 millions de dollars ; qu'en Chine, il est de 112 millions de dollars ; en Pologne, ce cout est évalué à 65 millions de dollars. Cependant, pour les mêmes types d'investissements, l'étude de Bloomberg a démontré que les couts en RDC sont évalués à 39 millions de dollars. Cette étude pousse Julien Paluku a confirmé le nouveau concept « RDC pays solution, RDC meilleure destination dans le secteur des batteries électriques »

Les principaux animateurs d'institutions politiques en mission d'apaisement auprès du cardinal Fridolin Ambongo. Une délégation composée des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, du Premier ministre Sama Lukonde ainsi que du conseiller spécial du Chef de l'Etat en matière de sécurité, ont rencontré l'archevêque de Kinshasa, le cardinal Fridolin Ambongo le 23 novembre. « Nous avons l'habitude de venir ici auprès de notre père spirituel, notre archevêque. Mais aujourd'hui, nous sommes venus à cause de rumeurs que vous attendez véhiculées

dans les réseaux sociaux. Nous sommes venus échanger avec son éminence pour clarifier certaines choses car y a des gens qui veulent profiter du nom de l'Eglise pour faire n'importe quoi ». Le cardinal Ambongo a, également, qualifié de fructueux ces échanges. « Nous avons échangé sur tout ce qui peut prêter à interprétations. C'était pour nous l'occasion de clarifier les choses et répartir sur les bases nouvelles. L'Eglise comme l'Etat, nous sommes au service du même peuple. Nous avons intérêt à travailler ensemble pour aller de l'avant afin que notre peuple vive dignement. Nous espérons qu'à partir de maintenant, nous repartons sur des bases nouvelles ».

Kasaï : la fièvre jaune déclarée à Mweka (gouverneur). Le gouverneur de la province du Kasaï a déclaré ce 24 novembre l'épidémie de la fièvre jaune dans la zone de santé de Bulape, à Mweka.

Question orale au ministre de la Défense sur la recrudescence de l'insécurité dans la province du Tanganyika. Pour l'Élu du territoire de Kalemie cette insécurité est caractérisée par des tueries, des viols et la présence des coupeurs de routes sur plusieurs axes empêchant ainsi la circulation de la population. Il appelle le gouvernement à faire cesser rapidement ces exactions.

Sud-Kivu : une mission de pacification à Shabunda pour réconcilier les communautés. Une délégation conjointe gouvernement provincial, Société civile et Monusco séjourne à Shabunda depuis le 22 novembre pour préparer un dialogue intercommunautaire. Cette table ronde des différentes communautés locales permettra donc de diagnostiquer tous les maux qui rendent difficile la cohésion sociale à Shabunda en vue d'y apporter des solutions, pour une cohabitation pacifique. Ces assises sont organisées sous les bons offices de la Monusco.

Mbandaka : 220 ménages bénéficieront du projet « Amélioration des conditions de vie des femmes rurales ». Pour l'ONG Diakonia, le degré élevé de pauvreté que connaît le pays nécessite une aide accrue aux femmes rurales. Elles sont particulièrement confrontées au manque de moyens de production et de bonne gestion en vue de leur autonomisation réelle. D'où leur appui en outils aratoires, en semences et en formation, dans le respect du genre. Le projet appuie l'agriculture, l'élevage des caprins et la pisciculture, suivant le choix exprimé par les bénéficiaires.

Sud-Kivu : transformation de la prison de Kabare en juridiction militaire, tous les 250 prisonniers transférés à Bukavu. A la mi-décembre, la prison de Kabare va accueillir uniquement les détenus civils et militaires jugés par les juridictions militaires. « Cette construction se fera dans le but de désengorger la prison centrale de Bukavu. Nous aurons obtenu à réduire la contagion de la criminalité qui se fait entre les détenus avec la séparation les détenus civils des militaires. Cela va répondre aux normes d'incarcération parce que la prison centrale de Bukavu a aujourd'hui 1 700 détenus alors qu'elle était construite pour 500 détenus ». La transformation de la prison de Kabare a été rendue possible grâce à l'appui de l'administration pénitentiaire de la Monusco. Le coût des travaux est estimé à 349 000 USD.

Ituri : 23 corps découverts à Tchabi et Vido après la dernière attaque des présumés ADF. Une équipe des Fardc a découvert les corps de dix-sept civils à Tchabi et six autres à Vido. Certaines victimes auraient été tuées pendant qu'elles revenaient du champ et d'autres ont été tuées dans leurs maisons. Elles ont été ligotées avant d'être fusillées ou tuées à la machette. Certains habitants témoignent que des militaires de la brigade d'intervention rapide de la Monusco basés à Tchabi sont intervenus pour repousser ces hommes armés. Ce qui a permis de limiter les dégâts.

Haut-Lomami : la société civile plaide pour la réhabilitation de la prison de Malemba Nkulu. Cette maison carcérale est fermée depuis plus de cinq ans à cause de sa détérioration. Les détenus sont pour le moment envoyés au cachot du parquet secondaire du territoire de Malemba Nkulu. Pour la société civile force vive, ce cachot n'offre pas de bonnes conditions aux détenus qui vivent dans la promiscuité et favorise souvent leur évasion. La réhabilitation de cette prison permettra d'humaniser les conditions carcérales et éviter que les criminels une fois arrêtés ne se retrouvent dans la nature.

Kwilu : l'assemblée provinciale empêche le gouvernement à déposer le budget dans le délai. Le Vice-gouverneur de la province du Kwilu, fustige la fermeture à deux reprises, des bureaux administratifs et accuse le président de l'assemblée d'en avoir donné la consigne. Pour lui, cette pratique bloque le développement de la province. Le président intérimaire de l'assemblée provinciale du Kwilu, rejette en bloc toutes ces accusations. Toutefois, il précise que le gouvernement provincial est encore dans le délai et pourra déposer ce projet d'édit budgétaire même l'après-midi du jeudi 25 novembre.

Jeudi 25 novembre.

Le Président sénégalais Macky Sall est arrivé à Kinshasa. Il vient à Kinshasa sur invitation de son homologue Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, à la conférence de haut niveau sur l'élimination des violences contre les femmes et les filles en Afrique. Son retour à Dakar au Sénégal est prévu le même jeudi après les travaux de ladite conférence.

L'OCC prélève des échantillons des sédiments et poissons capturés dans les rivières Tshikapa et Kasai. Ces deux rivières avaient été polluées il y a trois mois, à partir des substances toxiques déversées à partir de la source de l'Angola et la consommation des eaux et des poissons ont été interdites. Trois mois après le chef de la délégation de l'OCC pense qu'il est temps d'évaluer.

Nord-Kivu : au moins dix personnes décèdent à la suite de la pénurie des médicaments dans le groupement Ihana. Le bilan provisoire fourni jusque-là par les responsables coutumiers, fait état d'une « dizaine des personnes décédées », dans cette entité. Cette situation est inhérente à la « pénurie manifeste des médicaments essentiels » dans toutes les structures de santé situées dans les deux zones de santé du groupement Ihana qui perdure depuis 2 mois. Le chef coutumier juge la situation catastrophique et plaide pour une assistance urgente en médicaments pour éviter le « désastre sanitaire ».

Maï-Ndombe : les enseignants d'Inongo accusent la Caritas de retrancher de leur salaire 2,5 USD par mois, et le retard de paiement de deux mois de salaire ainsi que de 4 mois de frais de fonctionnement des écoles. Ils promettent d'organiser une marche de protestation contre la Caritas. « L'argent est dans la banque à Kinshasa. Nous payons mensuellement selon qu'on reçoit l'argent du gouvernement et si on nous le donne, nous devons attendre la disponibilité de l'aviateur ». Quant au retrait à la source, il s'agit des frais de tenue de compte que ces enseignants oublient.

Kasai-Oriental : 72 h accordées à la gouverneur intérimaire pour convaincre les députés sur la gestion de la chose publique. La gouverneur intérimaire du Kasai-Oriental, a répondu mercredi 24 novembre à une motion incidentielle du député élu de Mbuji-Mayi, à l'assemblée provinciale qui lui demandait de fournir des explications sur les travaux du projet Tshilejelu, ceux de la construction des infrastructures sanitaires et scolaires financés par le Fonds de promotion de l'industrie, ainsi que la gestion des fonds alloués par le gouvernement à la province. Toutes les questions n'étant pas épuisées, la plénière a accordé 72 h à la gouverneur intérimaire pour éclairer la lanterne des élus provinciaux.

Kikwit : une année après la disparition de Ronaldo Muhisha, son père en appelle à l'implication des autorités pour le retrouver. « Je demande aux autorités du pays que la justice fasse vraiment le travail d'enquête parce que jusque-là il n'y a pas eu d'enquêtes sérieuses. Une année après, il n'y a vraiment pas d'avancée dans les investigations » Le jour de sa disparition, l'étudiant de troisième année de graduat en droit à l'Université de Kikwit, était sorti de la parcelle parentale vers 19 heures, pour aller acheter des crédits au coin de l'avenue. Depuis ce jour, il n'est plus revenu à la maison.

Kinshasa : lancement des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre. Le gouvernement congolais, à travers son ministère du Genre, Famille et Enfant, s'est approprié l'événement, en partenariat avec ONU-Femmes, l'agence onusienne mise en place depuis juillet 2010 pour promouvoir la parité et l'autonomisation des femmes partout dans le monde. L'événement qui débute ce 25 novembre, date de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et se poursuivra jusqu'au 10 décembre, date de la journée des droits humains. Le thème est : « Je me lève et je m'engage aujourd'hui contre les violences faites aux femmes, jeunes et petites filles. »

La société civile du Nord-Kivu préoccupée par des attaques récurrentes contre les forces de sécurité. Au cours du mois de novembre, la société civile dit avoir comptabiliser plus de dix attaques des combattants Maï-Maï contre les forces de sécurité et de défense dans la ville de Butembo et la chefferie voisine de Bashu. Plusieurs morts et blessés y ont été enregistrés. Ces attaques inquiète la société civile du Nord-Kivu qui appelle ces combattants, accusés d'être de connivence avec ceux qui massacrent les populations, à déposer les armes et à laisser l'armée travailler pour pacifier la région.

Kisangani : inauguration bâtiment de la faculté des sciences de l'UNIKIS, don de l'Union européenne. Ce bâtiment est un fruit de la coopération entre l'Union européenne, le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR) et l'Université de Kisangani a révélé l'ambassadeur de l'UE en RDC, Jean-Marc Chataigner. Pour lui, cet investissement n'est pas à considérer dans les bâtiments mais plutôt dans le savoir et la connaissance.

Beni : 11 corps découverts après une attaque de présumés ADF à Banande Kainama. Ces personnes ont été tuées par de présumés rebelles ADF lors d'une double attaque perpétrée mardi et mercredi dans les villages Cafeza, Vido et Kaumo. Un premier bilan de ces deux attaques fourni par la même source faisait état de sept morts. La découverte de onze corps porte à 18 le bilan encore provisoire de ces incursions.

Beni : les Maï-Maï reprennent les activités à Baswagha-Madiwe, alors qu'ils s'étaient engagés il y a quelques mois à déposer les armes. Lundi, ces miliciens ont attaqué une position de l'armée congolaise à Visiki-Mambombo, blessant

un militaire. Nous demanderons aux autorités militaires de prendre des dispositions, pour mettre fin à cette grande confusion.

Félix Tshisekedi accueille 6 Chefs d'Etat ce jeudi à Kinshasa, qu'il a invités pour participer au Sommet des Chefs d'Etat sur la "Masculinité positive", indique une dépêche de la Cellule de communication de la Présidence. Les Présidents du Sénégal, Ghana, Rwanda, Togo, République du Congo et les représentants des présidents Kenyans et sud-africains. La Conférence des Hommes sur la Masculinité positive a pour objectif d'adopter une Déclaration de l'Union Africaine pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles.

Nord-Kivu : les parents et enseignants s'inquiètent du retard dans la fixation des frais scolaire au secondaire. La Force nationale syndicale et l'Association nationale des parents du Congo/ Nord-Kivu demandent au gouverneur de province de rendre public l'arrêté fixant les frais scolaires pour les écoles secondaires. Cet outil va permettre à fixer les enseignants et les parents qui manifestent déjà leur inquiétude, ne disposant pas des informations sur les frais à payer.

Djugu : des déplacés vivent dans la psychose provoquée par des menaces d'une éventuelle attaques de la Codeco. Des messages en provenance des assaillants de la Codeco circulent dans les sites de déplacés pour annoncer leurs attaques dans les prochains jours. Ces menaces d'attaque des sites de déplacés dans le territoire de Djugu sont prises au sérieux depuis l'incursion de la milice Codeco à Drodro, le dimanche 21 novembre, dont le bilan était d'au moins 30 morts. Les cibles probables des assaillants sont les sites de Jaiba, Roe, Bule, Tché, Jina et Lopa.

Beni : les syndicats des enseignants appellent à la reprise des cours. Après deux jours d'arrêt, le secrétaire du SYECO à Beni, indique qu'il n'est pas cohérent que les élèves restent à la maison, alors que les activités ont repris dans la ville de Beni. Les syndicats des enseignants avaient décidé d'arrêter les cours pour exiger un procès pour l'officier de l'armée qui avait tabassé lundi un enseignant de l'Institut Bungulu, occasionnant des échauffourées entre policiers et élèves.

Kindu : l'EPST lance une campagne de scolarisation de tous les enfants. Cette campagne d'un mois vise à sensibiliser les parents et la communauté à envoyer les enfants sans discrimination à l'école. Selon le point focal du projet "école primaire de qualité", une assistance en termes de don est prévue à la sous-division de Kailo comme zone de convergence
Pour l'assistant technique éducation et protection de Unicef, l'appui de son organisation vise à garantir l'accès à l'apprentissage de qualité et inclusif, le respect et la promotion des droits de tous les enfants.

Nord-Kivu : une quarantaine de militaires, policiers et éco-gardes de l'ICCN formés en gestion des armuriers. 30 officiers formateurs et 12 armuriers ont bénéficié de ces deux formations successives, notamment, en gestion des armureries. Désormais, ces officiers disposent des connaissances dans l'entreposage, le stockage et la gestion de dépôts des munitions, des armes légères et de petit calibre. Cette session de formation a été organisée par la section de la lutte Antimines de la Monusco (UNMAS) de Goma.

Nord-Kivu : l'ICCN autorise à la population de Kamandi à accéder à ses champs pour y récolter des vivres. La population de Kamandi sur la côte ouest du Lac Edouard dans la partie sud du territoire de Lubero au Nord-Kivu accède de nouveau dans ses champs, jadis occupés par les gardes du parc de Virunga. C'est le compromis trouvé le 24 novembre entre l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) et la communauté riveraine du parc à l'issue d'une rencontre tenue à Goma sur les mesures d'accompagnement de cette mesure. Cette population est autorisée uniquement pour y récolter les vivres. C'est depuis le début du mois d'octobre dernier que la population riveraine du parc de Virunga en majorité agricultrice n'avait plus accès dans ses champs. Les cultivateurs étaient empêchés par les éco-gardes tout juste après les opérations de traque des Maï-Maï à Ndwali et à Chanika menées par les forces de défense et de sécurité.

Vendredi 26 novembre.

RDC : des partenaires techniques et financiers engagés à fabriquer des batteries des véhicules électriques. « Nous avons toutes les assurances d'avoir le soutien du leadership nécessaire. Tous les partenaires sont engagés pour mettre en œuvre la feuille de route qui est retenue avec le gouvernement pour que cette initiative voie le jour le plus rapidement possible en termes de projet concret », a fait savoir le directeur général de la Banque arabe pour le développement de l'Afrique (BADEA) Ce forum a pour objectif principal de développer une chaîne de valeur régionale autour de l'industrie des batteries électroniques, d'un marché des véhicules électriques et des énergies propres. Parmi les engagements pris par le gouvernement congolais, il y a entre autres la mise en place du conseil des batteries de la RDC. Cette structure aura pour rôle de piloter la politique gouvernementale, pour la mise en place de la chaîne de valeur autour de l'industrie des batteries et véhicules électriques des énergies propres.

La RDC est l'un des pays africains les plus touchés par les violences sexuelles, affirme Félix Tshisekedi. Il indique que ce phénomène dure depuis plus de deux décennies à la suite des affres des groupes armés. À l'occasion de la Conférence des hommes sur la masculinité positive, il a fustigé le fait que les violences sexuelles sont utilisées comme arme de guerre dans les conflits armés. La masculinité positive fait référence aux caractéristiques et comportements propres aux hommes mais dépourvus de violence et engagé dans la promotion de l'égalité de genre. La conférence sur la masculinité positive s'est clôturée sur l'adoption de la Déclaration de l'Union africaine pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles.

Pour Denis Mukwege, l'élimination des violences sexuelles doit être une priorité, surtout en cette période de Covid-19 qui a exacerbé les inégalités. Il a fait ce plaidoyer jeudi 25 novembre, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Dr Mukwege a identifié l'arme utile des agresseurs : le silence ! Voilà pourquoi, il faut briser ce silence. Il encourage les victimes à porter plainte contre leurs bourreaux et que des témoins des agressions dénoncent ces actes. Il recommande également de mettre fin à la culture de l'impunité, parce que les violences faites aux femmes constituent les plus graves violations des droits humains. L'un des outils les plus efficaces pour lutter contre ce fléau est l'éducation qui doit commencer dès le plus jeune âge.

Kasaï-Central : « Mon mari me tape, je n'ai pas le droit de poser des questions quand il rentre ivre », témoigne une victime des violences domestiques. En tapant leurs femmes, les hommes veulent dominer leurs femmes et les amener à la soumission. Même si plusieurs femmes préfèrent garder le silence, quelques-unes se plaignent quand même de ne pas être consultées en matière de relations sexuelles et sont discriminées par rapport à l'accès aux ressources financières ou matérielles. « On ne peut pas lutter efficacement contre les violences à l'égard de la femme et de la jeune fille si la communauté tolère certains actes de violence », a pour sa part fait remarquer la coordonnatrice de la Maison de la femme au Nord-Kivu. Elle pense que la lutte pour l'élimination de ces violences ne peut aboutir que si la communauté perçoit les actes de violence comme tels. Mais ce n'est pas souvent le cas. Elle invite la communauté à comprendre que les violences basées sur le genre sont des questions à prendre au sérieux parce que ça affecte la victime au niveau mental, physique, économique. Elle indique que pendant cette période de 16 jours d'activisme, les acteurs de protection de la femme vont orienter leurs actions dans la conscientisation de la communauté à ce sujet.

Kinshasa : Willy Bakonga recouvre sa liberté après 7 mois d'emprisonnement sur une peine initiale de 3 ans. L'ancien ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), Willy Bakonga et trois autres prisonniers ont bénéficié d'une grâce présidentielle. Le juge avait retenu contre lui l'infraction de transfert illégal des fonds à l'étranger, dans une procédure de flagrance après avoir été appréhendé à Brazzaville le 20 avril.

Reprise de la libre circulation des minerais entre le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Maniema. Cela conformément au protocole d'accord signé entre les trois gouverneurs de ces provinces de l'Est et la confédération des négociants, coopératives et transporteurs artisanaux miniers (CONECOMA), une organisation qui regroupe les opérateurs miniers artisanaux. Cette reprise de la libre circulation des minerais va permettre de faire respecter la traçabilité et renforcer la lutte contre la fraude minière dans le grand Kivu. Le ministre provincial des mines précise que la libre circulation concerne l'étain (cassitérite), le tungstène (wolframite) et le tantale (coltan).

Kasaï-Oriental : début des travaux de réhabilitation et de modernisation de l'aéroport de Mbuji-Mayi. La première phase des travaux sera exécutée pendant vingt-quatre mois par l'entreprise Chine Jiang International Construct à hauteur de 23 millions de dollars financés par la Banque africaine de développement (BAD). L'aéroport de Mbuji-Mayi, construit en 1955, reçoit annuellement plus de 68 milles passagers. Les travaux de sa modernisation seront progressifs.

Tueries en Ituri : la société civile invite le gouvernement et la communauté internationale à diligenter une enquête urgente. Selon le coordonnateur de la société civile de l'Ituri, au cours de la dernière attaque de Drodro, le 21 novembre, 82 personnes ont été assassinées, 87 autres kidnappées. Il ajoute que des boutiques et centres de santé ont été pillés ou incendiés. Deux sites des déplacés dont celui de Drodro ont été attaqués et cela a entraîné des déplacements massifs des populations dans cette partie de la province de l'Ituri. Il a présenté ce bilan provisoire au cours d'une conférence de presse tenue le 24 novembre à Kinshasa. Ce bilan n'est pas confirmé par l'armée qui note, elle, un bilan provisoire de 29 morts.

Ituri : suspension des cours dans une école de Mongwalu à la suite de la présence d'un obus. Selon le directeur de cette école, c'est depuis lundi dernier que cet engin explosif est tombé dans la cour de l'école. Cet incident est survenu pendant des échanges de tirs entre un groupe des miliciens et des militaires des Fardc dans les parages. Aussitôt alertées, les autorités scolaires ont résolu de suspendre les cours pour la sécurité des enfants. Le risque d'explosion de cette bombe est réel. Il déplore la léthargie des autorités pour déminer la cour de son école et permettre la reprise normale des activités.

Kwilu : la peste décime les chèvres et les bœufs à Bulungu. Selon l'administrateur du territoire de Bulungu, cela fait déjà deux mois depuis que cette maladie ravage les cheptels dans les secteurs Imbongo et Kwenge ainsi que la commune rurale de Lusanga. Il indique que cette peste a déjà causé une perte énorme de chèvres et de bœufs. Cette maladie se manifeste par des gales et sollicite l'intervention du gouvernement pour la riposte.

Les principaux animateurs des institutions politiques rencontrent André Bokundoa de l'ECC. Le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso Kodia, celui du sénat, Modeste Bahati, le premier ministre Sama Lukonde et le conseiller spécial du Chef de l'État en matière de sécurité, François Beya se sont entretenus avec le numéro 1 de l'église protestante en RDC, deux jours après avoir rencontré le cardinal Fridolin Ambongo. Le président de la chambre basse du parlement a déclaré qu'il était temps d'apaiser les esprits après les tensions observées à la suite de l'entérinement du président de la Ceni, Denis Kadima. Selon le président de l'Eglise du Christ au Congo cette démarche vise la cohésion nationale et l'intérêt général.

Ituri : l'armée libère 54 otages des ADF à Manzobe. Ces personnes ont été enlevées par ces rebelles des ADF depuis l'attaque le 5 novembre d'un convoi, escorté par les militaires, qui passait par ce village pour se rendre à Beni. Au cours de cet assaut, 9 civils avaient été tués et plusieurs habitations incendiées. Ces otages ont été libérés après une pression militaire au village de Manzobe sur la route nationale numéro 4.

"La France soutient la diplomatie engagée actuellement par Kinshasa avec ses voisins". L'ambassadeur de France en RDC, s'est entretenu avec les forces vives du territoire d'Uvira. Ces dernières, ont, à l'unanimité, affirmé qu'il n'existe aucun problème entre les membres des communautés tribales de ce territoire. Ce sont plutôt les tireurs des ficelles installés dans les grands centres urbains qui financent les conflits. Ces tireurs opposent les membres des communautés par la diffusion des messages de haine. Par ailleurs, le président de la société civile a demandé au diplomate Français de faire pression sur les pays voisins de la RDC pour le retrait de leurs groupes armés qui sont actifs dans cette zone.

Kasai- Oriental : les enseignants bénéficient de la prise en charge médicale de la MESP. Le lancement de ces activités a été présidé le 25 novembre par le ministre provincial de l'éducation, à l'hôpital Christ Roi, en présence de la Secrétaire nationale de la Mutuelle de santé des enseignants. Certains enseignants malades détenteurs des cartes biométriques autorisés à accéder gratuitement aux soins médicaux au centre hospitalier Christ Roi ont salué cette initiative.

Kindu : face à la grève dans les hôpitaux publics, l'hôpital militaire organise la vaccination des enfants et des femmes enceintes. L'hôpital militaire garnison de Kindu au Maniema a lancé, le 25 novembre, la campagne de vaccination de routine des enfants de 0 à 59 mois et des femmes enceintes. Cette campagne vise à réduire le risque de mortalité infantile et maternelle en cette période où, le personnel non-médecin, est en grève.

Nord-Kivu : la Monusco renouvelle son engagement à appuyer la RDC dans la lutte contre les violences faites aux femmes. « La Monusco travaille et appuie un grand nombre des partenaires dans ce domaine pour renforcer la capacité du secteur de la justice avec la poursuite judiciaire des auteurs des violences basées sur le genre. Elle appuie les femmes et les filles à connaître leurs droits, à réclamer justice par des procès justes et équitables contre les coupables et présumés auteurs des violences faites aux femmes et à soutenir celles qui ont été abusées par des hommes armés ». La mission onusienne soutient également la participation des femmes à la vie politique et travail avec les communautés pour intégrer l'autonomisation de la femme dans leurs projets et activités.

Bunia : le porte-parole de Lamuka est aux arrêts depuis 3 jours. Il serait poursuivi pour imputation dommageable pour avoir tenu des propos discourtois envers les autorités de l'état de siège. Le secrétaire exécutif du parti politique ECIDE de Martin Fayulu, qualifie cette arrestation « de violation de la liberté de pensée », garantie par la constitution.

Haut-Katanga : le gouvernement promet d'accompagner les femmes dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Cette campagne placée sous le thème : « Je me lève, je m'engage contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles », vise à sensibiliser la population sur le respect de la dignité de la femme. La cheffe de division de genre, famille et enfant a émis le vœu de voir la communauté changer d'attitude et de comportement par rapport à cette question.

Uvira : un projet de l'Agence française de développement permet à 44 000 personnes d'avoir accès à l'eau potable. Les principaux bénéficiaires de ces bornes fontaines à Uvira sont les habitants des six quartiers dont Rombe I et II, Mulongwe, Kakombe, Kasenga et Kibondwe. L'Agence Française de Développement a financé ce projet à hauteur de 9 millions USD. Vingt-quatre bornes fontaines à 4 robinets dotées d'un compteur sont en service. « Nous prenons un bidon de 20 litres à 50 FC. Mais nous souhaiterions qu'on nous donne deux bidons de 20 litres à 50 FC ».

francs congolais. Avant ça, on souffrait beaucoup pour l'eau potable. On passait même un mois sans que la Regideso ne nous donne de l'eau. On allait se ravitailler au Lac Tanganyika, ce qui provoquait de la diarrhée à beaucoup d'enfants. Mais aujourd'hui, nous sommes vraiment consolés, que Dieu vous bénisse. Mais toutefois, veuillez réduire le prix, que nous soyons même des abonnées permanents », plaide l'un des consommateurs. Ce projet est un modèle économique pour les habitants. Plus de 50 emplois sont créés dans les six quartiers d'Uvira.

Félix Tshisekedi et les évêques de la Cenco échangent des propositions pour accompagner le processus électoral.

Les évêques ont remis au chef de l'Etat un mémorandum avec une série de recommandations sur la situation sécuritaire dans la partie Est du pays, l'enseignement et le processus électoral. Sur le plan sécuritaire par exemple, les évêques recommandent au président de la république d'envisager une requalification de l'Etat de siège. L'église catholique étant partenaire de l'Etat congolais en matière d'éducation, la Cenco propose également dans le memo quelques pistes pour la bonne marche de l'enseignement. Par ailleurs, les évêques rassurent qu'il n'existe aucun problème entre l'église et les dirigeants des institutions de la république.

Butembo : une ONG plaide pour que le parquet militaire rouvre les dossiers de 80 femmes violées. L'ONG Femmes juristes pour la défense des droits de la femme et de l'enfant demande aux autorités compétentes d'organiser des audiences foraines pour pouvoir juger les personnes accusées dans ces dossiers. Le chef du parquet militaire de Butembo, affirme qu'il est au courant de cette situation. Il évoque l'insuffisance des magistrats au niveau de Butembo pour l'instruction des dossiers et la non-permanence du tribunal militaire pour les audiences régulières dans cette ville.

Samedi 27 novembre.

Le budget 2022 déposé au Sénat. Le ministre du Budget se félicite du budget qu'il vient de présenter car selon lui, comparativement au budget de l'exercice en cours, celui de 2022 représente une amélioration de plus de 40% et répond aux attentes du peuple congolais en respectant la vision du Chef de l'Etat. Le dépôt de ce projet du budget au Sénat va permettre aux sénateurs de prendre connaissance du texte en vue de faire un travail de qualité pendant la seconde lecture après le rapport de l'Assemblée nationale et leur permettra de voter un budget qui tient compte des réalités du terrain.

Ituri : 87 cas de tuberculose enregistrés dans certaines prisons en un trimestre. Le problème de prise en charge des maladies de la lèpre et de la tuberculose constitue un défi pour la santé publique en Ituri. Les principaux foyers restent les milieux carcéraux qui sont à ce jour surpeuplés. En cause, les opérations militaires en cours dans les différentes zones où les forces négatives sont actives. La prison centrale de Mambasa, qui présente un taux élevé de prévalence de cette maladie, en est un exemple. Cette situation est due à l'absence d'un dispositif d'isolement des malades. Le vice-gouverneur de province, appelle à la solidarité provinciale et à l'humanisme pour combattre ce fléau. Selon lui, l'Ituri dispose de tous les moyens nécessaires pour réduire les risques de contamination.

Nord-Kivu : les miliciens de NDC Rénové de Guidon et du FPP/AP de Kabido signalés à Bapere. Selon les acteurs de la société civile de Bapere qui tirent la sonnette d'alarme, ces deux groupes Maï-Maï sont visibles dans la région depuis le weekend dernier. Le mercredi 24 novembre, ils se sont affrontés au village Katrikwaze. Deux civils seraient morts des balles perdues lors de ces affrontements. Le commandant des opérations sokola I affirme que l'armée surveille tous les mouvements de ces miliciens pour les mettre hors d'état de nuire.

La VSV condamne les graves violations des droits de l'homme perpétrées dans l'Est de la RDC. « La détérioration de la situation des droits humains à l'Est de la RDC doit pousser toutes les Congolaises et Congolais ainsi que la communauté internationale éprise de paix et de justice à réfléchir en profondeur sur les vraies pistes des solutions pour le rétablissement effectif de l'autorité de l'Etat et de la paix à l'Est » précise la Voix des sans voix. C'est pourquoi, il est recommandé à tous les acteurs politiques et sociaux de se mettre ensemble pour soutenir les militaires engagés aux fronts.

Butembo : les professionnels de santé appellent le gouvernement à imposer la paix dans cette zone. Le coordonnateur de l'intersyndicale de la santé dans la partie grand nord, indique que l'insécurité dans la chefferie de Bashu, notamment, empêche les prestataires de santé de travailler correctement. Cela a conduit certaines formations médicales de cette partie du territoire de Beni à fermer. Dans le Pool de Butembo, 5000 agents sont en situation délicate. « Nous demandons au gouvernement de fournir un effort parce que quand on travaille dans des conditions compliquées et qu'on ne reçoit pas quelque chose pour être encouragée c'est vraiment comme si on est abandonné à son triste sort".

Préparatifs des festivités de fin d'année à Kinshasa : les décorations et les jeux de lumière sont déjà visibles sur certaines artères. C'est surtout la nuit, que ce décor est le plus visible avec des jeux de lumière notamment le long des

boulevards du 30 juin et Lumumba, mais aussi sur les places Kintambo magasin et la gare centrale. Les Kinois ont salué l'initiative, mais certains souhaitent qu'au lieu de la décoration temporaire et rapidement périssable, l'argent soit utilisé dans des projets d'embellissement et d'assainissement plus durables.

Covid-19 en RDC : un probable confinement en cette fin d'année (ministre de santé). Le ministre de la Santé publique, hygiène et prévention, a, au regard de la montée du taux de contamination de Covid-19, proposé une série de mesures notamment le respect des gestes barrières, les restrictions des mouvements des personnes, le renforcement du couvre-feu et un probable confinement. La RDC comptait 54 009 cas et 1 053 décès, au soir du vendredi 26 novembre.

Sud-Kivu : la mutualité Bembe regrette l'annulation de la venue à Baraka de l'ambassadeur de France en RDC. Le diplomate français était en tournée dans le Sud-kivu, l'étape de sa visite vers Baraka a été annulée en raison des manifestations des jeunes de Baraka autour de la base de la Monusco. Pour des raisons non révélées, ces jeunes se sont opposés à la présence de l'ambassadeur de France dans la région. A l'étape du voyage de l'ambassadeur à Uvira et Minembwe dans les hauts plateaux, les délégations des leaders communautaires, des autorités civiles et administratives, des femmes, des notables ainsi que les Fardc ont saisi l'occasion d'exprimer au diplomate français leurs préoccupations sur l'emploi des jeunes, l'aide humanitaire et les projets de développement notamment les infrastructures.

Le retour d'une paix durable en Ituri passe par l'acceptation de l'autre et le pardon mutuel" (Vice-Gouverneur). Pour lui, l'Ituri ne tire pas profit de ses nombreuses richesses qui portant devraient lui permettre de décoller sur le plan économique et social à cause du manque d'esprit communautaire au sein de la population. « Recherchons plus ce qui nous unit que de promouvoir ce qui nous divise. Discutons en demandant pardon à l'autre si on s'est mal comporté ; tournons la page et allons de l'avant". Faisant allusions aux violences armées dans l'Ituri, il pense qu'il est temps de tourner la page pour donner la chance à la population de retrouver une vie normale.

Beni : les Mai-Mai attaquent 2 positions des FARDC à Bashu, dans la nuit de vendredi à samedi 27 novembre. La première attaque, s'est déroulée dans le village de Katanda. Plusieurs tentes qui servent d'abris aux militaires ont été incendiées par des hommes armés. Les assaillants ont pris une destination inconnue après la riposte des militaires. La deuxième attaque attribuée au Mai-Mai a eu lieu à la barrière de péage de Cugeki sur la route Butembo-Kyondo. Un rebelle aurait été tué et un autre blessé. Trois militaires ont péri le 24 novembre dans cette même zone.

Kinshasa : le chef du protocole de la maison civile du Chef de l'Etat et ses 5 enfants calcinés dans un incendie, qui s'est produit aux petites heures du matin de ce samedi 27 novembre. Ce drame a lieu dans son domicile. Seules sont en vie l'épouse et sa fille qui avaient passé la nuit pour la prière à la paroisse catholique Saint Laurent, non loin de leur domicile. Les enquêtes sont diligentées pour élucider les causes de cet incendie.

"La situation sécuritaire dans l'Ituri demeure préoccupante" (USN). La Coordination provinciale de l'Union sacrée de la Nation dit sortir de son silence après des massacres qui se poursuivent principalement dans le territoire de Djugu et celui d'Irumu. Les membres de cette organisation politique font notamment allusion aux récentes tueries des civils à Tchabi, Drodoro et Tchabusiko. Face à ce tableau sombre, les cadres de l'Union sacrée de la nation en Ituri recommande "au gouvernement central de doter les Fardc des moyens suffisants. Au gouvernement provincial militaire de privilégier la paix en passant par l'utilisation de la force, entamer un dialogue franc avec les groupes armés en mettant à contribution toutes les couches sociales. Aux groupes armés de déposer les armes tout en acceptant la main tendue du chef de l'Etat, en adhérant au programme de démobilisation, désarmement, relèvement communautaire et stabilisation".

RDC : le gouvernement satisfait de la signature du protocole d'accord avec le banc syndical de l'EPST. Le Gouvernement et le banc syndical de l'EPST ont signé un accord portant sur toutes les revendications des enseignants notamment, la régularisation salariale des nouvelles unités et des non payés, avec effet rétroactif d'un mois.

La BAD valide le projet d'aménagement et bitumage de la route Goma-Bukavu. Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a validé ce projet le 26 novembre 2021. Le financement est de 100 millions USD. Le projet a un double objectif : le désenclavement des provinces du Nord et du Sud-Kivu et la réduction de la pauvreté dans ces provinces. Il vise notamment à améliorer le niveau de services de la chaîne logistique de transport sur l'axe routier entre Bukavu et Goma ainsi que les conditions de vie des populations de la zone d'intervention du projet.

Lualaba : saisie de seize camions des minerais à Kolwezi. Ces camions sont pour l'heure à la disposition de la justice qui continue à auditionner les conducteurs pour en savoir un peu plus sur « ce trafic illicite qui constitue un manque à gagner pour le trésor public ». Ces camions ont été saisis à la sortie de la province du Lualaba par le service anti-fraude de la province et les services de sécurité. Ils se dirigeaient vers la ville de Lubumbashi. Cette saisie est la

deuxième en l'espace d'un mois. Pour certaines personnes, ces minerais sortaient frauduleusement de la province et sans aucun document. Pour d'autres, ce trafic illicite des minerais serait l'œuvre de certaines autorités provinciales.

Dimanche 28 novembre.

Goma : grève des transporteurs des matériels de construction, dans le secteur d'exploitation du sable à Goma. Ils s'insurgent contre la violation des clauses signées le 14 avril 2021, entre les membres de l'association des chauffeurs du Congo et la coopérative des transporteurs des matériels de Rubavu (COOTRAMARU) au Rwanda. La convention stipule que les transporteurs de Rwanda ne doivent se limiter qu'à l'entreposage des matériels de construction dont le sable. Le travail de fournir le sable au niveau des chantiers était réservé aux transporteurs congolais. Malheureusement, l'établissement Ndekezi, membre du COOTRAMARU s'est constitué en dépositaire et fournisseur détaillant sur le terrain.

Ituri : 5 morts dans une nouvelle incursion des miliciens de FPIC à Ndoya, le 27 novembre. Un groupe d'hommes armés a fait incursion à Ndoya, à 50 km de Bunia et tirent plusieurs coups de feu. Cinq personnes, touchées par des balles, succombent à leurs blessures. Trois autres personnes, sont blessées à la machette. Avant de se retirer, ces rebelles de FPIC ont blessé 15 vaches. Ils ont emporté 88 autres vers Kuka où se trouverait leur bastion. Plusieurs habitants sont sans nouvelles de leurs proches. Ces hommes armés ont aussi incendié des maisons.

Ituri : Plus de 500 femmes victimes de violences sexuelles répertoriées depuis le début de l'année par une ONG locale. Selon l'ONG Sofepadi, l'insécurité est à la base de la recrudescence des cas de violences sexuelles en Ituri. Elles se sont multipliées depuis le début des atrocités par des groupes armés en 2017. Sofepadi indique qu'à ce jour, la moyenne mensuelle des victimes de violences sexuelles est de cinquante personnes au seul centre 'Karibu wa mama' Plusieurs autres cas de violences sexuelles ne sont pas rapportés car les victimes ont peur de se faire identifier. La difficulté d'accès à certaines zones où les groupes armés sont actifs, constitue également un défi majeur pour répertorier toutes les survivantes de ce fléau, précise cette ONG. Pour lutter contre l'impunité de ces crimes, la Monusco appui la justice pour des enquêtes et l'organisation des procès. Sofepadi assure la prise en charge juridique, psychologique, sociale et médicale des victimes de violences sexuelles.

Haut- Katanga : 3 ONG accusent l'entreprise minière Rwashi mining de violations des droits humains. « Nos trois organisations, Acidh, Afriwatch et Premi Congo, ont mené entre 2018 et 2020 des recherches sur la manière dont l'entreprise minière Rwashi mining entreprend ses activités minières dans la province du Haut-Katanga en violant systématiquement les droits des communautés locales particulièrement celles des trois quartiers de la commune de la Rwashi à savoir Kawama, Kalukuluku et Luano. Ce rapport décrit les violations dont ces communautés ont été victimes notamment des expulsions forcées, la dépossession des maisons et des terrains sans indemnisation appropriées, la pollution du sol, de l'air et des eaux dû au déversement réguliers des défluent et aux émissions de gaz toxique entraînant la destruction des cultures et des problèmes de santé pulmonaire ». Toujours selon le rapport de ces trois ONG, des explosions dans la mine à ciel ouvert de Rwashi mining provoque aussi plusieurs dégâts humains et matériels.

Kinshasa : des membres du SYNAMED accuse leur bureau exécutif de « vente illicite » d'une partie de leur concession. Les membres effectifs du Syndicat national des médecins sollicitent, dans un mémorandum, des autorités compétentes ainsi que des cours et tribunaux de se saisir de ce dossier, et de s'impliquer pour suspendre les travaux de construction en cours sur le terrain, selon eux, vendu illicitement. Ce patrimoine est le fruit des sacrifices, issu des cotisations spéciales obligatoires et amputées à la source sur la prime des Médecins, regroupés dans ce syndicat.

Kikwit : le CALCC dépose un mémorandum à la mairie après une marche pacifique. Le secrétaire diocésain du conseil d'apostolat des laïcs catholiques du Congo à Kikwit, a rappelé que l'objectif de la marche était notamment « de dire non à une Ceni politisée, non à la fraude électorale et oui à un dialogue national et aux réformes institutionnelles ». Il invite le maire à transmettre le mémo auprès des institutions.

Felix-Antoine Tshisekedi annonce l'ouverture prochaine à Kinshasa de la « Maison de la Culture Africaine et Afro descendante ». Le Président Tshisekedi, en sa qualité de président en exercice de l'UA, a pris part à la Biennale de Luanda, un forum panafricain organisé chaque deux ans pour promouvoir la culture de la paix. Ce forum a réuni en présence plusieurs dirigeants dont le Président du Portugal Marcelo Suza, Joao Lourenco de l'Angola, Denis Sassou-N'guesso du Congo Brazzaville, Vila Nova de Sao Tomé et Principe. Le Costa Rica et la Namibie étaient représentés à ce forum par leurs vice-présidents. D'autres Chefs d'Etat étaient en visio-conférence. Dans son allocution d'ouverture, le Président Joao Lourenco a expliqué la façon dont les arts et le patrimoine interagissent avec les conflits, la réconciliation et les efforts pour construire des sociétés plus pacifiques.

Ituri : 12 morts lors des affrontements entre les Fardc et les miliciens de Codeco à Djugu. Cette découverte survient après l'attaque des miliciens de la Codeco ce dimanche matin. Pendant qu'un premier groupe attaquait la position des Fardc de Drodro, un deuxième a pris la direction du site des déplacés internes de Ivu où plusieurs personnes ont été tuées et d'autres blessées. L'intervention des militaires des Fardc a permis de limiter les dégâts. Le bilan provisoire varie entre 12 et 23 morts, selon plusieurs sources concordantes. Pour l'instant, il s'agit d'un bilan provisoire.

Nord-Kivu : 44 soldats comparaissent devant la cour militaire en chambre foraine à Beni. Ces militaires sont poursuivis pour viol d'enfant, meurtre, tentative de meurtre, vol qualifié, vente de munitions de guerre et violation des consignes. Au cours de cette chambre foraine, la cour va traiter au total, 61 dossiers impliquant 72 prévenus dont 44 militaires et 28 civils. Tous sont soumis à l'examen des juges pendant ces audiences foraines.

Kwilu : plus de 80% d'habitants de Mukedi et Gungu sont atteints de paludisme (PNLS). Ces statistiques sont le premier résultat d'une enquête entomologique que mène, une équipe du programme national de lutte contre le paludisme dans ces zones de santé à la suite du décès de plus d'une centaine d'enfants de moins de 10 ans, en 3 mois. Des échantillons sanguins ont été envoyés à l'INRB pour des analyses approfondies et les résultats ne sont pas encore disponibles. Le ministre provincial de la santé du Kwilu précise que l'équipe du PNLP a constaté que le sang prélevé auprès des personnes apparemment en bonne santé qui circulent dans ces deux villages est contaminé par le microbe du paludisme.

Sud-Kivu : une maison s'écroule à Ibanda, trois morts. « C'est une maison de trois étages qui s'est écroulée sur une autre qui était en dessous. Bilan : trois morts et quatre blessés graves. Cette maison ça fait longtemps que ça faisait des menaces et les autorités locales ont fait des rapports mais les autorités ont fait la sourde oreille, voilà le problème et ça a été mal construit, sur une pente et aussi avec une mauvaise dose de ciment donc une construction anarchique ». Entre-temps, les recherches se poursuivent à cet endroit pour retirer d'autres corps des décombres.

Lundi 29 novembre.

Maniema : plus de 6 000 cas de violences basées sur le genre recensés en 2020. Parmi les facteurs qui expliquent la persistance de ces phénomènes des violences au Maniema, la cheffe de division du Genre, famille et enfant évoque l'impunité des auteurs qui occupent la première place pour la violence sexuelle. « Malgré la loi, la majorité de cas n'ont jamais trouvé une solution dans les juridictions compétentes de la place. Quant aux violences domestiques, c'est l'un des plus grands freins à l'émancipation de la femme et de la société n'ont aucun soubassement. Ces statistiques sont accablantes, si vous connaissez la population de notre province qui est une population qui n'est pas très dense. C'est une interpellation pour nous les députés provinciaux pour aider dans les efforts que nous devons faire, nous devons réfléchir très rapidement concernant un édit qui va nous aider à aller rapidement vers l'éradication de toutes sortes des violences ».

Kinshasa : les députés du Tanganyika contre l'exploitation du lithium sans les fils de cette province. Le caucus des députés de la province du Tanganyika fustige la « non-implication des originaires » de cette province dans le grand projet d'exploitation du lithium à Manono dans la fabrication des batteries électriques tel que présenté lors de la DRC Africa Business Forum, qui s'est clôturé le jeudi 25 novembre à Kinshasa. « Il est inconcevable que l'on parle de la terre du Tanganyika, qu'on parle des ressources, des minerais du Tanganyika, sans qu'aucun fils du Tanganyika n'y soit » Le ministre de l'Industrie appelle ces députés au calme et à prendre leur mal en patience. Julien Paluku estime que, lorsque le projet entrera dans sa phase de concrétisation, les premiers bénéficiaires seront les filles et fils de cette province.

Sud-Kivu : le SYNECAT appelle à la reprise des activités scolaires, dès ce lundi 29 novembre, en attendant la concrétisation des acquis des rencontres de Kisantu, au Kongo-Central. Pour le Syndicat, même si les « acquis des assises de Kisantu au Kongo-Central ne sont pas significatifs, il s'agit néanmoins d'avancées » et le gouvernement a manifesté sa bonne foi. Le SYNECAT accorde néanmoins un délai au gouvernement pour s'exécuter : « On accorde un mois au gouvernement provincial de procéder à la retenue des frais innovants », a précisé Jacques Cirimwami.

Tanganyika : les autorités provinciales plaident pour la construction d'une nouvelle prison à Kalemie. Construite en 1928 pour 250 détenus et réhabilitée conjointement en 2009 par l'ancienne province du Katanga et la Monuc, la prison de Kalemie compte aujourd'hui mille pensionnaires. « Les détenus dorment assis ; donc, ils commencent à dormir maintenant à tour de rôle, s'accrochant même aux portes. C'est un danger permanent. Le désengorgement de 40, 50 personnes, ça ne suffit pas. Nous avons plus de prévenus que des condamnés en prison ».

Goma : l'Unesco prévient sur les risques à ne pas former les adolescents sur leur santé sexuelle et reproductive.

Pour Jolie Masika, experte de l'Unesco, nombreux sont des adolescents qui se font des idées fausses sur la puberté et la fécondité. Leur communiquer une bonne information, à temps, est une aide très précieuse : « Même certaines études démontrent clairement que le taux de nouveaux cas de contamination de VIH continue à être élevé surtout au niveau des adolescents Plus nous les informons, nous nous rendons compte que même l'âge du premier rapport sexuel recule ». La chefferie d'antenne éducation à la vie familiale à la direction de l'EPST au Nord Kivu, précise que dans les écoles où le programme d'éducation à la vie familiale est donné, le changement est perceptible. Elle parle de zéro cas de grossesse.

Kisangani : des élèves sensibilisés sur les conditions d'obtention de la bourse d'excellence. Selon le coordonnateur de la Fondation Denise Nyakeru, la première condition pour obtenir cette bourse est de réaliser 85 % aux épreuves de l'examen d'Etat. Etant donné qu'aucun élève de la Tshopo n'a encore bénéficié de cette bourse, l'épouse du Président Tshisekedi a exhorté les élèves à fournir un peu plus d'effort pour réaliser le pourcentage requis pour aller étudier en Europe. Les élèves présents à cette rencontre ont pris l'engagement de réaliser ce pourcentage. Après Kisangani, 1ere étape de sa tournée, elle est arrivée dimanche 28 novembre, à Buta avant de poursuivre son voyage à Bunia et Isiro.

Kinshasa : des chefs coutumiers accusent des politiciens de s'immiscer dans les affaires coutumières. Plus de 600 dossiers de conflits fonciers au ministère des Affaires coutumières ne trouvent pas solution depuis plusieurs années. Cette information a été livrée par le président de l'Alliance des autorités traditionnelles du Congo. Pour lui, la plupart de ces conflits sont l'œuvre de politiciens qui s'immiscent aux affaires coutumières en manipulant certains chefs coutumiers. Une commission mixte entre le ministère des Affaires coutumières ainsi que les autorités coutumières sous la houlette du vice premier ministre, ministre de l'Intérieur est déjà mise en place afin d'élaguer tous ces conflits. A la question de savoir si les chefs coutumiers sont eux-mêmes à la base de ces multiples conflits fonciers, le président de l'Alliance des autorités traditionnelles du Congo affirme que les chefs coutumiers sont manipulés par les politiciens.

Début de 14 jours de la mission commerciale Kenya-RDC ce lundi à Kinshasa. Cette organisation se tient en partenariat avec le groupe Equity à travers ses filiales au Kenya, Equity Bank Kenya et Equity-BCDC, sa filiale de la RDC. Ces assises vont se clôturer le 13 décembre prochain. Cette mission vise à soutenir les efforts continus des deux pays à promouvoir le commerce régional et la croissance des entreprises. Les investisseurs Kenyans vont rencontrer et constituer des réseaux d'affaires avec leurs homologues congolais pour explorer les opportunités de débloquer le commerce, le tourisme et l'investissement en RDC et dans la région des Grands lacs.

Mbuji-Mayi : un couple arrêté avec 29 enfants mineurs. Un couple qui tentait de voyager avec vingt-neuf enfants mineurs dont la majorité était composée des filles a été arrêté le week-end dernier vers 20 h, à la gare ferroviaire de Mwene-Ditu, dans la province de Lomami. Au cours de sa première audition auprès des inspecteurs de la SNCC, l'homme a dit avoir été sollicité pour voyager avec les enfants par leurs parents résidant depuis quelque temps à Lubumbashi. Du côté de la SNCC Mwene Ditu, l'on affirme avoir transféré ce dossier au parquet près le tribunal de grande instance. Les organisations de la société civile déplorent de constater des mouvements migratoires d'enfants accompagnés par des personnes vivant avec handicap, ces derniers temps, sur les trains marchandises.

La Cenco suspend sa participation au sein de la plate-forme confessions religieuses. Avec la désignation des animateurs de la Ceni, les Evêques se sont rendu compte de la grande divergence de doctrines et de perception des valeurs éthiques avec certaines confessions religieuses. C'est pourquoi ils ont décidé de suspendre la participation de l'Eglise Catholique dans la plateforme des Confessions religieuses. Par ailleurs, les Evêque se sont penchés aussi sur la question de l'enseignement. Ils ont fait l'état de lieu de la rentrée scolaire 2021-2022, des revendications des enseignants et des négociations en cours avec les syndicats. Ils se sont rendu compte que tout se ramène à la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire. Invité pour éclairer la lanterne des évêques, le Ministre de l'Enseignement Primaire Secondaire et Technique (EPST) leur a expliqué la politique de son Ministère pour la mise en œuvre de la gratuité et pour combattre les antivaleurs. Les Evêques ont exprimé leurs préoccupations majeures dans ce secteur tout en lui rassurant du soutien de la Cenco dans la mise en œuvre de la gratuité.

Pour le Nouvel Elan, l'église doit éviter de porter la responsabilité historique du maintien du régime actuel. « Le peuple congolais ne pardonnera pas un deuxième revirement de l'église après celui de décembre 2018. L'église doit éviter de porter la responsabilité historique du maintien du régime actuel, par une deuxième fraude électorale qui se prépare », a averti le cadre de Nouvel Elan et chargé des relations extérieures de Lamuka. Ainsi donc pour Nouvel Elan, la lutte du peuple pour sa souveraineté ne prendra fin que, lorsque celui-ci aura à la tête du pays, des dirigeants choisis par lui, d'une manière transparente, libre et démocratique, dans la paix et la cohésion nationale.

La « lourde créance » du gouvernement empêche la Regideso à fournir de l'eau à la population. Le directeur de cette entreprise devait s'expliquer sur la pénurie d'eau à Kinshasa et dans d'autres provinces du pays, devant la commission Aménagement du territoire, Infrastructures pour répondre aux 50 questions que les sénateurs lui ont posé

sur la desserte en eau potable. Son argument sur la lourde créance du gouvernement n'a pas convaincu le président de la commission Aménagement du territoire : « Elle réalise des recettes et il y a des organismes qui financent la Regideso » La commission a décidé de renvoyer la question à la sous-commission pour confronter les éléments mis à la disposition à la réalité des faits. Entre-temps, la commission demande à l'État de s'acquitter de ses créances envers la Regideso.

Ituri : plus de 470 000 déplacés de guerre, privés de l'aide médicale de MSF à Nizi et Bambou. Cette situation s'observe depuis le retrait il y a un mois de MSF de cette zone à la suite de l'activisme de la milice Codeco. Au mois d'octobre dernier, une équipe du personnel soignant de MSF était tombée dans une embuscade des combattants de la Codeco sur la route Bambu à environ 40 kms de Bunia. Deux agents de cette organisation et trois passagers qui venaient d'assister les malades dans la même zone ont été blessés par balles. MSF regrette le fait que des civils, les blessés de guerre et les malades payent le prix de l'insécurité qui sévit dans cette zone. MSF appuyait environ quatre hôpitaux de référence et plus de 30 postes de santé dans le territoire de Djugu.

Tshopo : Denise Tshisekedi remet des médicaments aux structures médicales et sociales officielles et privées. Le pavillon militaire de l'hôpital général de référence de Kisangani-Makiso et l'hôpital Prince Alwaleed sont les premiers à bénéficier de l'assistance de l'épouse du Chef de l'Etat. Après ces deux formations médicales, la première dame s'est rendue à la Maison St Laurent des prêtres du Sacré Cœur de Jésus. Ses pensionnaires, des enfants en conflit avec la loi, ont reçu des vivres pour leur survie pendant quelques semaines. Le Centre social de Lubunga, a reçu des machines à coudre, des jambières et autres matériels divers pour l'autonomisation de la femme.

Il n'y a aucune armée étrangère sur le congolais (Officiel). « La Monusco nous aide, c'est un partenaire précieux, et nous ne le cachons pas. De la même manière, si nous avions voulu avoir des troupes venues de l'Ouganda, nous vous l'aurions dit », a affirmé le porte-parole de l'armée. Toutefois, il a reconnu qu'il existe une collaboration des efforts entre les armées congolaise et ougandaise, notamment pour mettre un terme au terrorisme perpétré par les rebelles ougandais des ADF. La twittosphère s'était enflammée le week-end dernier sur la question de la présence présumée de l'armée ougandaise sur le sol congolais. Deux anciens candidats à la présidentielle ont condamné cette décision.

Mardi 30 novembre.

Ituri : six morts dans une attaque armée attribuée à la milice Codeco à Mahagi. Selon la société civile locale, des miliciens de Codeco sont auteurs de cette attaque au centre commercial d'Amée, à plus de 90 kms de Bunia. Six autres personnes ont été blessées, dont deux policiers, un militaire et une directrice d'une école primaire d'Amée. Elle indique que le territoire de Mahagi est sous contrôle des miliciens Codeco depuis lundi matin. Plusieurs familles se sont déplacées vers Ngote, une localité voisine qui offre plus de sécurité.

Matata Ponyo dénonce une prison à ciel ouvert parce qu'empêché de se déplacer à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le sénateur Augustin Matata Ponyo n'a toujours pas recouvré ses immunités parlementaires en dépit de la décision de la Cour constitutionnelle qui s'est déclarée incompétente de le juger. Il qualifie toutes les procédures judiciaires contre lui notamment dans les affaires indemnisation des victimes de la zaïrianisation et Bukanga-Lonzo de machination politique contre sa personne et d'instrumentalisation du procureur général près la Cour constitutionnelle et l'Inspection générale des finances. Il dénonce un acharnement politique à travers l'instruction de ces dossiers.

Butembo : 17 femmes opérées gratuitement de la fistule obstétricale, dans le cadre d'une campagne menée du 20 au 27 novembre à Butembo par l'organisation Fistula Program. Selon le coordonnateur adjoint de cette ONG, la précarité de la situation sécuritaire dans la chefferie de Bashu, territoire de Beni, n'a pas facilité le déplacement de nombreuses femmes pour bénéficier de ce traitement gratuit. En fait, 58 femmes se sont faites consultées durant cette campagne. Parmi elles, 20 seulement souffrent de la fistule obstétricale. Dix-sept malades ont donc été opérées et 3 devront attendre la prochaine campagne, le temps de se faire soigner d'autres maladies qui les affaiblissent davantage.

Maniema : un système d'adduction d'eau potable de 12 000 litres installé au village Kimanga. Cet ouvrage est composé d'un château d'eau, de 4 bornes fontaines, de 4 panneaux solaires, 4 batteries, 1 Régulateur, 1 convertisseur, un groupe électrogène, une pompe immergée, un réservoir de 12 000 litres. Le chef de secteur des Wasongola, espère que cette fontaine contribuera à l'éradication des maladies hydriques. Les travaux de cet ouvrage ont duré 60 jours et ont été exécutés par l'Office national d'hydraulique rurale avec le financement du gouvernement provincial.

Ebola : au moins 3000 prestataires attendus pour recevoir une nouvelle dose de vaccin Ervebo. Ce sera une dose du vaccin Ervebo homologué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour renforcer leur immunité. Le médecin chef de zone de santé de Beni, explique l'importance de cette dose de rappel : « Il est recommandé que nous, comme prestataires de première ligne, nous puissions renforcer notre immunité en recevant une dose de rappel. Pour renforcer

l'immunité, nous sommes appelés à recevoir une deuxième dose. Pour l'instant, comme on a fini avec les contacts qui étaient suivis, maintenant on se concentre pour vacciner les prestataires de première ligne ».

Kinshasa : lancement de la campagne sur l'accès à l'électricité en RDC. La coalition des organisations de la société civile pour le suivi des réformes de l'action publique (CORAP) a lancé le 29 novembre à Kinshasa, sa campagne des consultations de la population congolaise sur la « situation d'accès à l'électricité à travers le pays ». Les enquêteurs qui sont déployés dans les différentes provinces vont recueillir les avis des communautés locales sur des questions liées à l'amélioration des conditions d'accès à l'énergie électrique en RDC.

Ituri : au moins 70 000 personnes ont abandonné leurs villages à la suite de l'activisme de la CODECO (Société civile). C'est depuis plus d'une semaine qu'en effet, la situation sécuritaire a dégénéré dans plusieurs localités en territoire de Djugu. Au moins trois sites de déplacés : Drodro, Tse et Ivu ont été la cible d'attaques des Codeco. Des milliers d'habitants et de déplacés ont fui pour leur sécurité. Ces derniers ont trouvé refuge à côté d'une base de la Monusco à Rhoe. « Il y a 51 villages, mais, il n'y a pas plus de cinq villages où l'on peut trouver des gens. C'est un problème très sérieux ! Nous demandons au gouvernement de pouvoir restaurer la paix ». Le coordonnateur du service de la protection civile appelle les autorités militaires à restaurer l'autorité de l'Etat dans le territoire de Djugu afin d'endiguer les menaces des groupes armés. Pour lui, le retour de la paix dans cette partie facilitera notamment l'accès des humanitaires.

Kinshasa : ouverture des travaux de la stratégie nationale contre la corruption. Ils sont organisés par l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APCL), en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). L'objectif final est de produire un outil, mis à jour à caractère national, qui répond aux enjeux actuels et s'alignant sur les standards internationaux. « La lutte contre la corruption s'est faite dans un cadre légal général non actualisé, obsolète privé d'un ancrage politique et distant de la volonté tout azimut de lutter contre ce fléau qu'est la corruption. Depuis son accession à la magistrature suprême, le chef de l'Etat s'est illustré par son engagement politique pour une lutte sans merci contre les antivaleurs dont la corruption. La RDC doit bâtir sa vision du développement économique et social sur un socle des valeurs profondes d'un état des droits. Combattre la corruption devient un impératif de bonne gouvernance pour une gestion transparente et performante des ressources publiques et une répartition équitable des richesses ».

Nord-Kivu : les Fardc et l'armée ougandaise pilonnent les positions des ADF à Watalinga. Le porte-parole du gouvernement congolais, a annoncé que « les actions ciblées et concertées avec l'armée ougandaise ont démarré avec des frappes aériennes et des tirs d'artillerie à partir de l'Ouganda sur les positions des terroristes ADF en RDC ». Les mêmes sources indiquent que ces pilonnages ont été menés par l'armée ougandaise sur des positions des ADF situées dans la région de Kichanga près de Madina. Au cours d'une conférence de presse tenue le 29 novembre le porte-parole des Fardc avait reconnu qu'il existe une collaboration ou mutualisation des efforts entre les armées congolaise et ougandaise, notamment pour mettre un terme au terrorisme perpétré par les rebelles ougandais des ADF.

Mahagi : le bilan de l'attaque des miliciens de Codeco revu à la hausse, 18 morts. Pour exprimer son ras-le-bol, la société civile locale forces vives a décrété trois journées de ville morte pour dénoncer les attaques à répétition des assaillants de la Codeco dans cette entité territoriale. Les activités économiques sont paralysées depuis ce mardi 30 novembre dans la matinée dans plusieurs centres commerciaux de Mahagi. L'un des membres de la coordination de la Société civile de Mahagi, affirme être consterné des meurtres lundi de 18 personnes dont 17 civils calcinés et un policier tué et 12 autres personnes grièvement blessées. Il interpelle les autorités face à leur responsabilité.

Sud-Kivu : l'EPST initie des projets d'entrepreneuriat pour les élèves des humanités techniques. Un poulailler pilote qui a déjà coulé 1 400 poulets de chair, une pépinière pilote de près des 10 000 arbres fruitiers et agro-forestiers, mais aussi une cage flottante d'élevage des 11 000 poissons sur le lac Kivu. Ce projet est mis en place pour permettre aux élèves évoluant dans les options techniques de lier la théorie à la pratique. L'inspecteur principal provincial EPST Sud-Kivu a indiqué que les élèves des options, agrovétérinaire, agriculture et de pêche vont passer leurs travaux pratiques dans ces installations de l'inspection sous l'encadrement des inspecteurs. Ces projets ne bénéficient pas seulement aux élèves, mais également aux étudiants des universités locales en agronomie, agriculture, pêche et élevage.

Beni : aucun cas d'Ebola enregistré depuis un mois. Pour le coordonnateur de riposte c'est le résultat de la sensibilisation de la population qui a accepté volontairement de se faire vacciner afin de freiner la propagation du virus dans la communauté. Il parle également d'une assurance avec l'actuel vaccin homologué qui est déjà disponible. Il a ajouté que les centaines des cas contacts éparpillés dans la communauté ont été retrouvés et ont accepté volontairement d'être vaccinés. Ce qui fait qu'actuellement, la zone de santé de Beni n'a aucun cas de la maladie à virus Ebola.

Ituri : 24 morts dans des combats entre l'armée et les miliciens Codeco à Djugu. Vingt-quatre personnes sont mortes dans des combats qui se déroulent depuis le 29 novembre, entre les Fardc et le groupe armé Codeco dans les localités de Dhera et de Libi, dans le territoire de Djugu. Selon l'armée, seize miliciens Codeco sont comptés parmi les victimes, et plusieurs blessés sont enregistrés. Selon la société civile, la pacification de cette zone passe par le démantèlement des bastions de ce groupe armé à Lobu, Likpa, Budhu et Masikini.

Kinshasa : le lancement de l'opération de recouvrement forcé de la vignette à la base des embouteillages. Des nombreuses barrières sont érigées par la Direction générale des recettes de Kinshasa (DGRK), aidée par la Police nationale congolaise, afin de contrôler tous les véhicules qui n'ont pas encore acheté leur vignette. Tous ceux qui n'ont pas pu acheter la vignette 2020 seront interpellés et ramenés auprès de différents sites de fourrières pour s'acquitter de leurs obligations. Ce contrôle a occasionné de gros embouteillages sur les grandes artères de la capitale

Maniema : des leaders politiques et sociaux mobilisés dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Selon la coordinatrice de l'ONG Soutien aux actions des femmes indulgentes (SAFI), son association veut avoir l'implication totale de tous, pour lutter contre ces violences, afin d'éradiquer ce fléau : « La Masculinité positive c'est lutter contre les inégalités entre les sexes ». Elle se dit convaincue que ce fléau sera éradiqué en multipliant les sensibilisations et avec l'accompagnement des leaders des communautés et des autorités politiques et administratives.

Lualaba : le gouvernement provincial et la Sicomines mettent fin à leurs divergences « pour l'intérêt général ». Pour le gouverneur, sa province ne tire pas profit des minerais extraits par Sicomines qui ne paye pas de taxes locales. De son côté, la Sicomines soutient qu'elle bénéficie des exonérations en se basant sur la convention signée entre la RDC et la Chine. « Au niveau du pays, la Sicomines intervient avec des aides. Mais on ne peut pas servir le reste du pays et oublier totalement le Lualaba. Nous avons échangé et nous avons trouvé des compromis. Dans deux ou trois jours, nous allons proposer des projets favorables à la population du Lualaba », a déclaré le gouverneur intérimaire du Lualaba. Les deux parties ont décidé de dissiper tout malentendu après une séance de travail avec président du Sénat Modeste Bahati. Ce dernier a rappelé à la partie chinoise que la vision du Chef de l'Etat est d'avoir les investisseurs qui font les actions qui profitent à la population dans le respect des lois du pays.

